N° 13-016-X au catalogue
ISSN 1715-071X

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, estimations 2015

Date de diffusion : le 9 novembre 2016

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels dans les tableaux

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0^s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
^{p}	provisoire
^{r}	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
^{E}	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p<0,05$)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2016

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Table des matières

Aperçu 5

Note aux lecteurs 6

Faits saillants par province et par territoire 8

Terre-Neuve-et-Labrador 8

Île-du-Prince-Édouard 9

Nouvelle-Écosse 10

Nouveau-Brunswick 11

Québec 12

Ontario 13

Manitoba 14

Saskatchewan 15

Alberta 16

Colombie-Britannique 17

Yukon 18

Territoires du Nord-Ouest 19

Nunavut 20

Produits et services connexes

www.statcan.gc.ca/cen

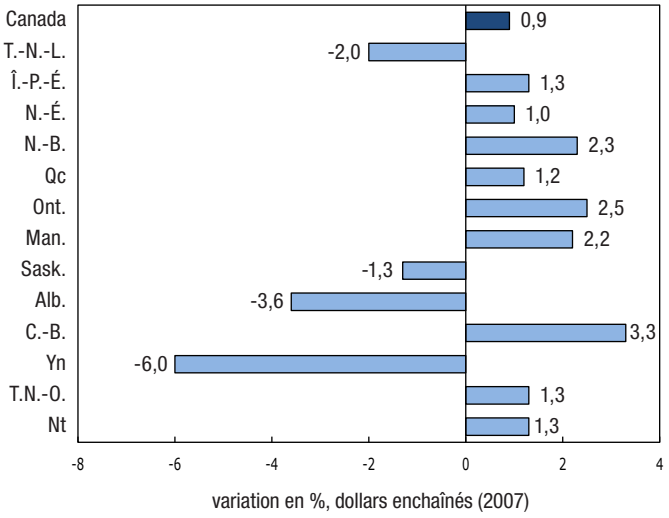
PIB provinciaux et territoriaux en termes de revenus et de dépenses	
Tableaux CANSIM	384-0037 à 384-0045 et 384-0047
PIB provinciaux et territoriaux par industrie	
Tableaux CANSIM	379-0028, 379-0030, 381-0030 et 381-0031
CD-ROM :	
Produit intérieur brut provincial (PIB) par industrie et secteur aux prix de base	15-209-X
Production brute provinciale par industrie et secteur	15-210-X
Comptes économiques canadiens	
Publications :	
Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens	13-605-X
PIB national en termes de revenus et de dépenses	
Tableaux CANSIM	380-0063 à 380-0076, 380-0078 à 380-0088, 380-0078 à 380-0100, 382-0006
PIB national par industrie	
Tableaux CANSIM	379-0029 et 379-0031

Aperçu

En 2015, le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,9 % au Canada, après avoir progressé de 2,6 % en 2014. La croissance économique a été restreinte, notamment en raison des baisses enregistrées en Alberta (-3,6 %), à Terre-Neuve-et-Labrador (-2,0 %) et en Saskatchewan (-1,3%). Les investissements des entreprises et les exportations de ces provinces ont diminué en 2015.

La croissance économique a été la plus forte en Colombie-Britannique (+3,3 %) et en Ontario (+2,5 %). La croissance de la Colombie-Britannique a été égale ou supérieure à la moyenne nationale pour une quatrième année consécutive, tandis que celle du Yukon a affiché des résultats inférieurs à la moyenne pour une troisième année d'affilée. La Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et le Nunavut ont tous affiché une plus forte croissance en 2015 qu'en 2014.

Graphique 1
Produit intérieur brut réel, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé dans toutes les provinces et tous les territoires, la Colombie-Britannique (+3,1 %) affichant la plus forte hausse. Cependant, la croissance des dépenses des ménages a ralenti dans l'ensemble du pays, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et des trois territoires. À l'échelle nationale, les dépenses des ménages ont crû de 1,9 % en 2015, après avoir enregistré une hausse de 2,8 % en 2014.

Dans le contexte des prix moins élevés du pétrole, la formation brute de capital fixe des entreprises au Canada a reculé de 6,2 %. Il s'agit de la première baisse annuelle depuis 2009 et de la cinquième année consécutive de décélération. L'investissement des entreprises a été plus faible dans 8 des 13 provinces et territoires, plus particulièrement en Alberta (-20,9 %) et en Saskatchewan (-19,1 %). Les plus fortes augmentations ont été enregistrées dans les Territoires du Nord-Ouest (+17,5 %), en raison surtout de l'extraction de diamant et en Ontario (+6,5 %) où l'investissement en logements a crû de 7,2 %.

L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a diminué dans toutes les provinces et tous les territoires, à l'exception de quatre, et d'importantes baisses ont été observées en Alberta (-29,1 %), en Saskatchewan (-28,6 %) et au Yukon (-22,7 %). À l'échelle nationale, il était en baisse de 16,0 %, après avoir enregistré une hausse de 4,2 % en 2014.

L'investissement des entreprises en machines et matériel a reculé de 3,3 % à l'échelle nationale, après avoir progressé de 1,2 % en 2014. La majeure partie de la baisse était attribuable à une diminution de 15,9 % en Alberta. Terre-Neuve-et-Labrador (+43,3 %) et le Nunavut (+29,5 %) ont affiché une croissance importante.

L'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels a augmenté dans huit provinces et territoires, les plus fortes hausses ayant été observées dans les Territoires du Nord-Ouest (+9,9 %) et en Colombie-Britannique (+9,1 %). Le Nunavut a toutefois affiché une contraction de 51,1 % en raison d'une diminution de la construction de logements neufs. L'investissement en logements a connu une croissance de 3,8 % à l'échelle nationale, après s'être accru de 2,7 % en 2014.

Les exportations de biens et de services ont augmenté dans sept provinces et territoires, le Nouveau-Brunswick (+7,8 %), grâce aux produits pétroliers raffinés et aux stocks de pâtes et papier, et le Nunavut (+8,8 %) affichant les hausses les plus importantes. À l'échelle nationale, les exportations ont affiché une croissance de 3,4 %, après avoir progressé de 5,8 % en 2014.

À l'échelle nationale, les importations de biens et de services ont augmenté de 0,3 % en 2015, après avoir enregistré une croissance de 2,2 % en 2014. Les plus fortes hausses ont été enregistrées au Nouveau-Brunswick (+6,1 %), dans les Territoires du Nord-Ouest (+5,1 %) et en Ontario (+3,7 %). Les importations en Alberta et en Saskatchewan ont diminué de 10,4 % et de 10,3 %, respectivement.

En valeur nominale, la rémunération des salariés a connu une hausse dans toutes les provinces et tous les territoires, à l'exception de l'Alberta (-0,7 %), et ce sont les Territoires du Nord-Ouest (+4,4 %) et l'Ontario (+4,2 %) qui ont affiché les hausses les plus importantes.

Note aux lecteurs

La présente diffusion comprend les révisions des comptes économiques provinciaux et territoriaux pour la période de 2013 à 2014 et une mise à jour des données de 2015.

Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux dépenses (comme les dépenses de consommation finale des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et les importations) sont calculées à partir de mesures en volume, qui sont corrigées en fonction des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux revenus (comme la rémunération des salariés et les excédents d'exploitation nets des sociétés) sont calculées à partir de mesures nominales, ce qui signifie qu'elles ne sont pas corrigées en fonction des variations de prix.

À l'échelle nationale, la rémunération des salariés a augmenté de 2,8 %, après avoir progressé de 3,8 % en 2014.

L'excédent brut d'exploitation a progressé dans 8 des 13 provinces et territoires, l'Ontario (+6,9 %) ayant connu la plus forte augmentation. Toutefois, après avoir affiché des hausses d'au moins 10 % au cours de chacune des deux années précédentes, l'excédent brut d'exploitation en Alberta a baissé de 31,7 % en 2015, ce qui s'est traduit par un recul de 7,6 % à l'échelle nationale. L'excédent brut d'exploitation dans les provinces et les territoires ayant une plus forte concentration d'activités dans le secteur de l'énergie était généralement en baisse en 2015.

Le revenu disponible des ménages a crû dans l'ensemble des 13 provinces et territoires, la croissance allant de 2,7 % en Nouvelle-Écosse à 6,1 % en Colombie-Britannique. Seuls l'Alberta et le Nunavut ont affiché une croissance plus faible qu'en 2014. À l'échelle nationale, le revenu disponible des ménages s'est accru de 4,4 %, après avoir progressé de 3,2 % en 2014.

Provinces atlantiques

Le PIB réel de Terre-Neuve-et-Labrador a reculé de 2,0 % en 2015, après avoir diminué de 1,0 % en 2014. La baisse était surtout attribuable à un investissement plus faible en ouvrages non résidentiels, machines et matériel (-5,6 %) et à diminution des exportations (-2,7 %). Les produits de la propriété intellectuelle (+43,2 %) se sont redressés après les baisses enregistrées en 2014 (-45,8 %), à la suite de nouveaux projets d'exploration extracôtière.

Le PIB réel de l'Île-du-Prince-Édouard s'est accru de 1.3 %, après avoir enregistré une croissance de 1,5 % en 2014. Les hausses des dépenses de consommation finale des ménages (+2,3 %) ont contribué le plus à la croissance économique. La formation brute de capital fixe des entreprises a reculé de 1,0 %, surtout en raison d'une diminution de l'investissement en ouvrages non résidentiels et en machines et en matériel.

En Nouvelle-Écosse, le PIB réel a crû de 1,0 %, après avoir progressé de 0,8 % en 2014. Les augmentations des dépenses de consommation finale des ménages (+1,2 %) et des investissements des entreprises en bâtiments résidentiels (+5,3 %) ont été partiellement contrebalancées par la baisse de formation brute de capital fixe en ouvrages non résidentiels des entreprises (-11,3 %).

Après avoir enregistré une légère baisse de 0,1 % en 2014, le PIB réel du Nouveau-Brunswick a progressé de 2,3 %. Il s'agit de la plus forte augmentation depuis 2004. L'augmentation des exportations (+7,8 %) et des dépenses de consommation finale des ménages (+1,8 %) ont accéléré la croissance économique.

Provinces du centre

Au Québec, le PIB réel a crû de 1,2 % en 2015, après avoir affiché une augmentation de 1,3 % en 2014. La croissance a été stimulée par les exportations de biens et de services (+3,8 %). Les dépenses de consommation finale des ménages ont aussi augmenté (+1,1 %), tandis que la formation brute de capital fixe des entreprises (-3,1 %) a été plus faible.

Le PIB réel de l'Ontario a progressé de 2,5 %, après avoir connu une hausse de 2,7 % en 2014. Les dépenses de consommation finale des ménages (+2,7 %), les exportations de biens et de services (+2,8 %) et la formation brute de capital fixe des entreprises (+6,5 %) ont toutes contribué à la croissance générale. La croissance économique en Ontario a été plus forte que la moyenne nationale pour la deuxième année d'affilée, après avoir accusé un retard au cours des huit années précédentes.

Ouest du Canada

Le PIB réel du Manitoba a augmenté de 2,2 % en 2015, après avoir progressé de 1,5 % en 2014. Les dépenses de consommation finale des ménages (+1,6 %) et la formation brute de capital fixe des entreprises (+2,3 %) ont contribué à la croissance économique.

Le PIB réel de la Saskatchewan s'est contracté de 1,3 %, après s'être accru de 2,4 % en 2014. La baisse était principalement attribuable à une diminution de la formation brute de capital fixe des entreprises (-19,1 %) et des exportations (-2,8 %). Les dépenses de consommation finale des ménages ont affiché une progression de 0,8 %.

En Alberta, le PIB réel a diminué de 3,6 %, après avoir affiché une croissance de 5,0 % en 2014. La formation brute de capital fixe des entreprises a enregistré un recul de 20,9 % en raison de la chute de 42,5 % des prix du pétrole en 2015, pendant que les exportations de biens et de services ont connu une baisse de 2,8 %.

En Colombie-Britannique, le PIB réel a crû de 3,3 %, soit au même rythme qu'en 2014. Les hausses des dépenses de consommation finale des ménages (+3,1 %) et des exportations (+2,8 %) ont contribué à la hausse, tandis que la formation brute de capital fixe des entreprises a diminué de 0,9 %.

Les territoires

Le PIB réel du Yukon a reculé de 6,0 % en 2015, après avoir affiché une diminution de 0,2 % en 2014. Il s'agit de la plus importante baisse de toutes les provinces et de tous les territoires. La baisse des exportations (-12,3 %), principalement en raison de la diminution dans les autres minerais et les concentrés de métal ainsi que le recul de la formation brute de capital fixe des entreprises (-10,7 %) ont fortement contribué au déclin en 2015. Les dépenses de consommation finale des ménages ont enregistré une croissance de 2,0 %.

Le PIB réel des Territoires du Nord-Ouest a augmenté de 1,3 %, après avoir progressé de 5,3 % en 2014. La croissance économique a été en majeure partie attribuable à l'augmentation de la formation brute de capital fixe des entreprises (+17,5 %), principalement dans l'extraction de diamant. Les exportations ont diminué de 2,1 %, après s'être accrues de 6,1 % en 2014. Les dépenses de consommation finale des ménages ont enregistré une hausse de 1,9 %.

Au Nunavut, le PIB réel a progressé de 1,3 %, après avoir enregistré une baisse de 1,7 % en 2014. L'augmentation des exportations a grandement contribué à la croissance économique. La formation brute de capital fixe en machines et matériel et la propriété intellectuelle ont annulé certaines des pertes importantes observées en 2014.

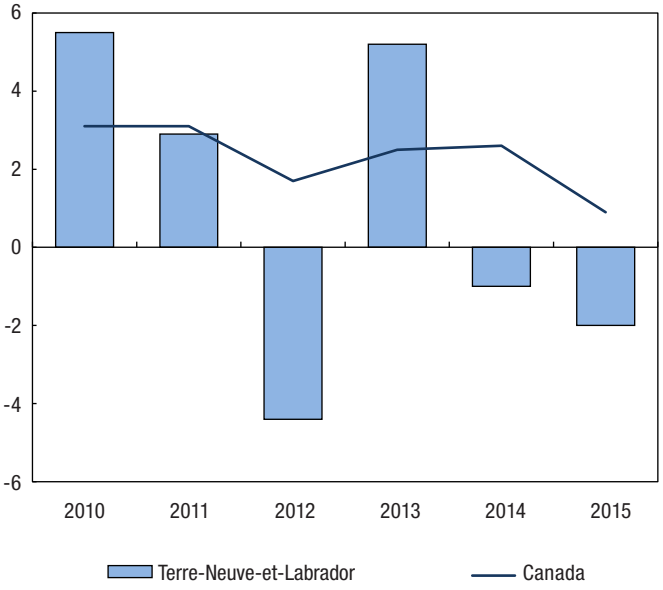
Faits saillants par province et par territoire

Terre-Neuve-et-Labrador

Le PIB réel de Terre-Neuve-et-Labrador a reculé de 2,0 % en 2015, après s'être contracté de 1,0 % en 2014. La baisse de 2015 était principalement attribuable à une importante diminution de l'investissement en ouvrages non résidentiels, en machines et en matériel, et à une diminution des exportations. La demande intérieure finale a légèrement reculé de 0,2 %; il s'agit de la première baisse annuelle depuis 2000.

Graphique 2.1
Produit intérieur brut réel, Terre-Neuve-et-Labrador

variation en %, dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Après avoir augmenté de 9,6 % en 2014, la formation brute de capital fixe des entreprises a enregistré une baisse de 3,8 %, en raison du recul de l'investissement en ouvrages non résidentiels, en machines et en matériel (-5,6 %) et en bâtiments résidentiels (-9,7 %). Les investissements en produits de la propriété intellectuelle ont progressé de 43,2 %, à la suite de nouveaux projets d'exploration extracôtière.

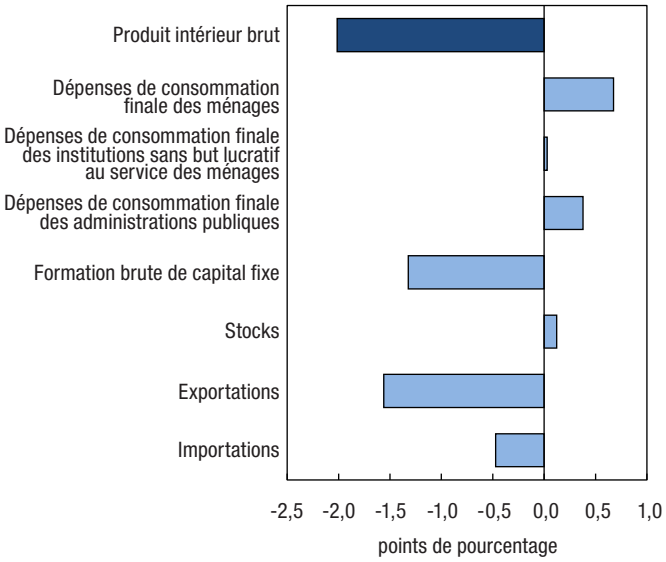
Les exportations de biens et de services ont affiché une baisse de 2,7 %. La baisse des prix du pétrole a entraîné une diminution des exportations de pétrole brut. Les importations de biens et de services ont connu une croissance de 0,7 %; il s'agit d'un ralentissement par rapport à la hausse de 5,1 % en 2014.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé de 1,4 %, en raison de l'augmentation des dépenses en services (+2,5 %). Les dépenses en biens semi-durables ont augmenté de 1,2 %, tandis que celles en biens non durables et en biens durables étaient essentiellement stables.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont crû de 1,6 %, ce qui représente une deuxième augmentation annuelle consécutive.

L'investissement des entreprises en stocks a diminué de 56 millions de dollars, la totalité des stocks étant non agricoles.

Graphique 2.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Terre-Neuve-et-Labrador, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Le PIB nominal a baissé de 11,5 % en 2015, après avoir diminué de 1,3 % en 2014. La rémunération des salariés s'est accrue de 3,2 %. L'excédent brut d'exploitation a reculé de 32,9 %, après avoir affiché une baisse de 8,1 % en 2014. Le prix des biens et services produits à Terre-Neuve-et-Labrador a fléchi de 9,7 %.

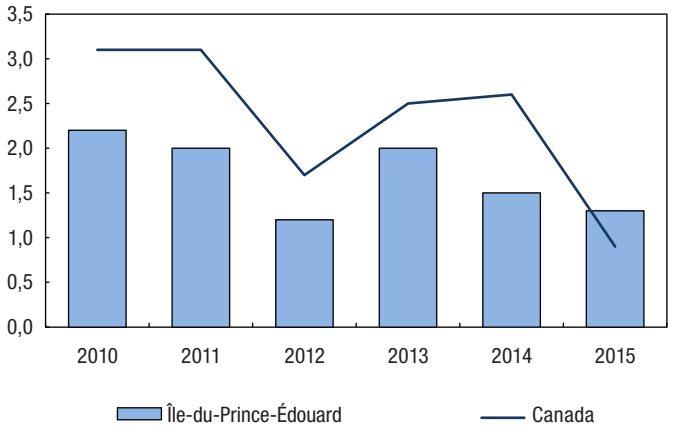
Le revenu disponible des ménages a progressé de 3,9 %, après avoir augmenté de 3,8 % en 2014. Le ratio du service de la dette des ménages, calculé seulement à partir des intérêts versés, était de 4,96 %, en hausse par rapport à 4,92 % en 2014.

Île-du-Prince-Édouard

Le PIB réel de l'Île-du-Prince-Édouard a affiché une hausse de 1,3 % en 2015, après avoir progressé de 1,5 % en 2014. La demande intérieure finale s'est accrue de 1,3 %, après s'être contractée de 0,9 % en 2014.

Graphique 3.1
Produit intérieur brut réel, Île-du-Prince-Édouard

variation en %, dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Après avoir diminué de 7,1 % en 2014, la formation brute de capital fixe des entreprises a reculé de 1,0 %, en raison du recul de l'investissement en machines et matériel (-6,5 %) et en ouvrages non résidentiels (-4,1 %). L'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels a affiché une hausse de 4,4 %.

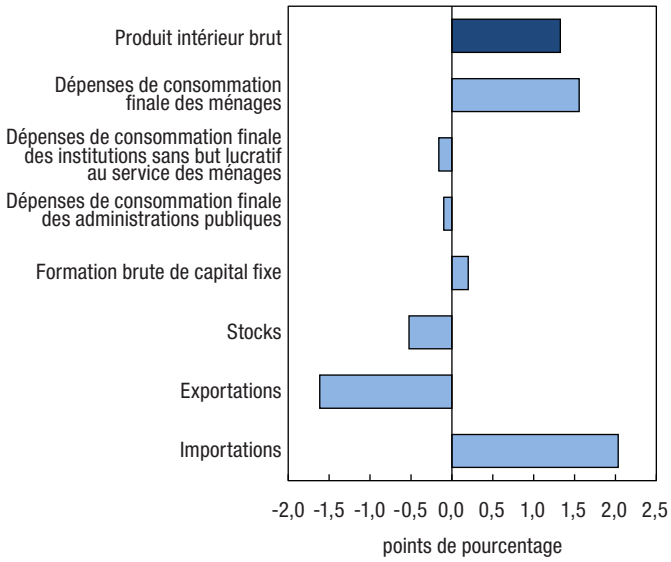
Les exportations de biens et de services ont enregistré une baisse de 3,2 % après avoir connu cinq années consécutives de croissance. Les fruits, noix et autres légumes et les autres produits alimentaires sont les principaux facteurs ayant contribué à la diminution des exportations de l'Île-du-Prince-Édouard. Les importations de biens et de services ont fléchi de 3,0 %, après avoir diminué de 2,1 % en 2014.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé de 2,3 %, les dépenses en services (+3,0 %) et en biens (+1,6 %) ayant toutes deux augmenté. Les dépenses en biens durables (+4,5 %), semi-durables (+2,6 %) et non durables (+0,2 %) étaient toutes en hausse.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont diminué de 0,3 %; il s'agit de la cinquième baisse annuelle d'affilée.

L'investissement des entreprises en stocks a crû de 22 millions de dollars, 16 millions de dollars ayant été ajoutés aux stocks non agricoles.

Graphique 3.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Île-du-Prince-Édouard, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Le PIB nominal a enregistré une hausse de 3,9 %, après s'être accru de 3,5 % en 2014. La rémunération des salariés a progressé de 3,7 %, et l'excédent brut d'exploitation a affiché une augmentation de 5,6 %. Le prix des biens et services produits à l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 2,6 %.

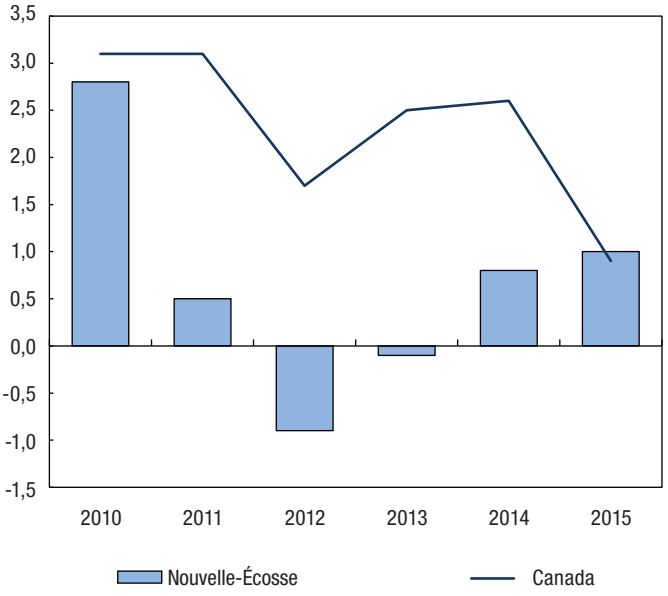
Le revenu disponible des ménages s'est accru de 5,0 %, après avoir connu une hausse de 3,3 % en 2014. Le ratio du service de la dette des ménages, calculé seulement à partir des intérêts versés, a fléchi, passant de 5,69 % en 2014 à 5,41 % en 2015, les paiements d'intérêts ayant baissé.

Nouvelle-Écosse

Le PIB réel de la Nouvelle-Écosse a affiché une hausse de 1,0 % en 2015, après avoir augmenté de 0,8 % en 2014; la croissance était surtout attribuable à une augmentation des dépenses de consommation finale des ménages (+1,2 %). La demande intérieure finale a progressé de 1,1 %, après avoir reculé de 0,5 % en 2014.

Graphique 4.1
Produit intérieur brut réel, Nouvelle-Écosse

variation en %, dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

La formation brute de capital fixe des entreprises a diminué de 0,7 %, après avoir enregistré une baisse de 6,8 % en 2014. Des investissements plus élevés en bâtiments résidentiels (+5,3 %) et en produits de la propriété intellectuelle (+22,0 %), attribuables à l'exploration et l'évaluation minières, ont plus que contrebalancé les investissements plus faibles en ouvrages non résidentiels, en machines et en matériel. L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a diminué de 11,3 %, après avoir progressé de 2,2 % en 2014. Les investissements en machines et matériel ont baissé de 6,9 %, après avoir reculé de 7,2 % en 2014.

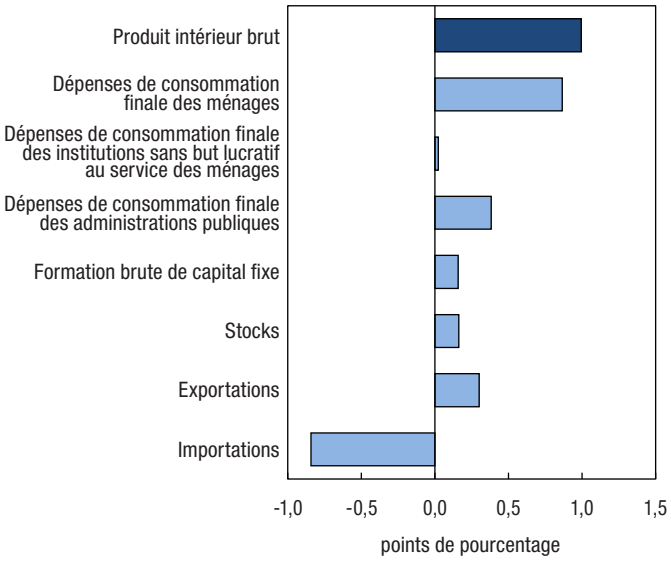
Les exportations de biens et de services ont affiché une légère hausse de 0.8 %, après avoir connu quatre années consécutives de recul. Les exportations moins élevées de produits pétroliers raffinés, en baisse pour une cinquième année consécutive, ont été plus que contrebalancées par la hausse des exportations en poissons, fruits de mer et autres produits de la pêche. Les importations de biens et de services ont affiché une hausse de 1,2 %.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé de 1,2 %, les dépenses en services (+1,7 %) et en biens (+0,6 %) ayant toutes deux augmenté.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont progressé de 1,1 %, après avoir connu une hausse de 0,6 % en 2014.

Les entreprises de la Nouvelle-Écosse ont accumulé 252 millions de dollars en stocks, la totalité des stocks étant non agricoles.

Graphique 4.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Nouvelle-Écosse, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Le PIB nominal a connu une hausse de 2,4 % en 2015, après avoir progressé de 1,7 % l'année précédente. L'excédent brut d'exploitation s'est accru de 1,7 %, et la rémunération des salariés a enregistré une hausse de 2,3 %. Le prix des biens et services produits en Nouvelle-Écosse a augmenté de 1,4 %.

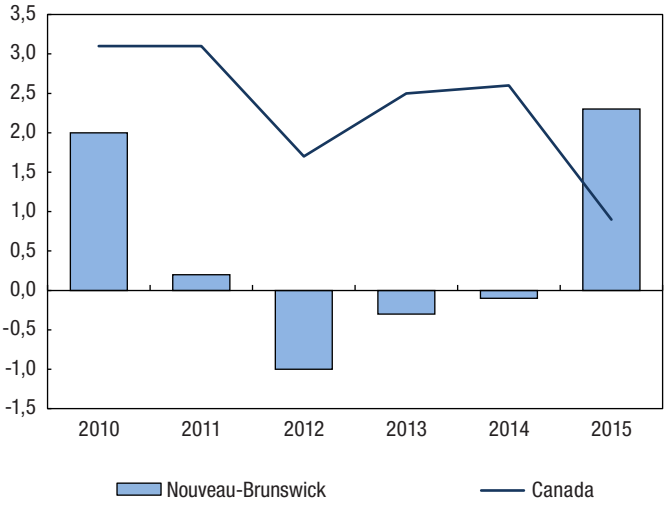
Le revenu disponible des ménages a progressé de 2,7 %, après avoir affiché une hausse de 2,0 % en 2014. Le ratio du service de la dette des ménages, calculé seulement à partir des intérêts versés, a connu un recul, passant de 6,07 % en 2014 à 5,81 % en 2015.

Nouveau-Brunswick

Au Nouveau-Brunswick, le PIB réel a crû de 2,3 % en 2015, après avoir légèrement diminué de 0,1 % en 2014. La demande intérieure finale a progressé de 1,6 %.

Graphique 5.1
Produit intérieur brut réel, Nouveau-Brunswick

variation en %, dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

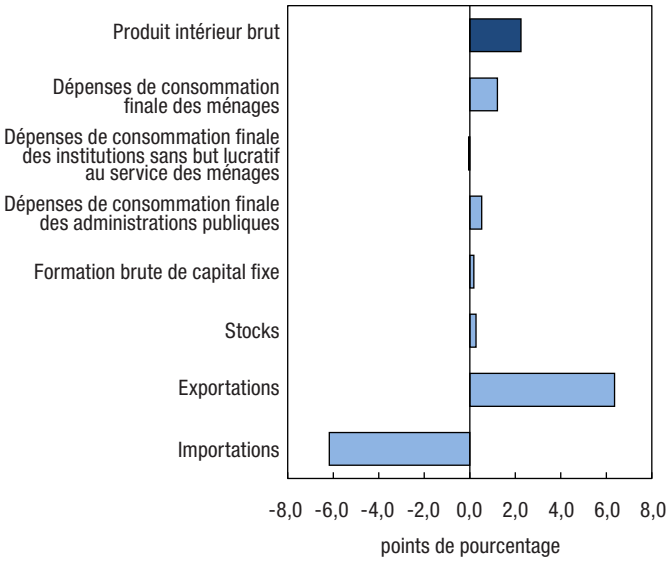
La formation brute de capital fixe des entreprises a affiché une hausse de 2,1 %, après avoir connu six années consécutives de baisses. L'investissement en ouvrages non résidentiels a progressé de 8,6 %, après avoir diminué de 13,6 % en 2014. Les investissements en machines et matériel (+2,2 %) et en bâtiments résidentiels (+0,5 %) ont tous deux augmenté après avoir enregistré des reculs en 2014 (-2,1 % et -2,3 %, respectivement). Les produits de la propriété intellectuelle se sont contractés de 8,4 %, affichant une baisse pour la quatrième année d'affilée.

Les exportations de biens et de services ont crû de 7,8 %, après avoir diminué de 1,4 % en 2014. Cette augmentation est attribuable aux exportations de produits pétroliers raffinés et de stock de pâtes et papier. Les importations de biens et de services ont affiché une hausse de 6,1 %.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé de 1,8 %, après s'être accrues de 2,0 % en 2014. Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont enregistré une croissance de 1,7 %.

Les entreprises ont accumulé 148 millions de dollars en stocks en 2015, après avoir accumulé 85 millions de dollars en 2014.

Graphique 5.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Nouveau-Brunswick, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Le PIB nominal a enregistré une hausse de 2,9 %, après avoir progressé de 1,0 % en 2014. L'excédent brut d'exploitation s'est accru de 3,4 %, après avoir connu trois années consécutives de baisses. Le prix des biens et services produits au Nouveau-Brunswick a augmenté de 0,6 %.

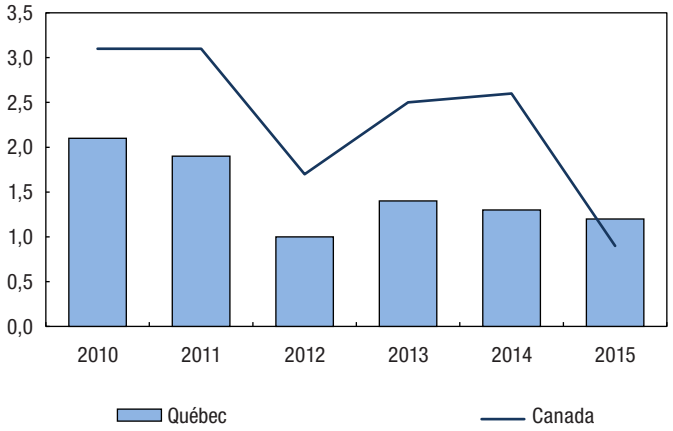
Le revenu disponible des ménages a enregistré une croissance de 3,2 % en 2015. Le ratio du service de la dette des ménages, calculé seulement à partir des intérêts versés, est passé de 5,10 % en 2014 à 4,90 % en 2015, les paiements d'intérêts ayant baissé.

Québec

En 2015, le PIB réel a progressé de 1,2 % au Québec, après avoir augmenté de 1,3 % en 2014. La croissance a été stimulée en majeure partie par les exportations de biens et de services vers les autres pays (+7,5 %). La demande intérieure finale était stable; elle avait enregistré un recul de 0,6 % en 2014.

Graphique 6.1
Produit intérieur brut réel, Québec

variation en %, dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Les exportations de biens et de services vers les autres provinces ont fléchi de 1,5 %. Dans l'ensemble, les exportations ont progressé de 3,8 %, après avoir enregistré une hausse de 3,6 % en 2014. Les importations de biens et de services ont progressé de 0,9 %, après avoir diminué de 1,8 % en 2014. Les importations en provenance d'autres pays ont affiché une croissance de 2,8 %, tandis que celles en provenance d'autres provinces ont baissé de 2,7 %.

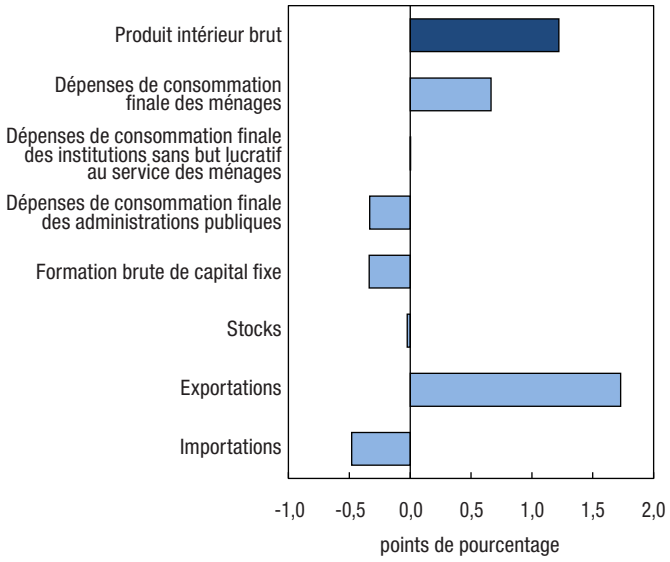
Les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé de 1,1 %, après s'être accrues de 1,6 % en 2014. Les dépenses en biens durables (+2,9 %) et en services (+1,3 %) ont grandement contribué à l'augmentation des dépenses des ménages. Les dépenses en biens semi-durables (+0,9 %) ont également affiché une hausse, tandis que les dépenses en biens non durables étaient inchangées.

La formation brute de capital fixe des entreprises a reculé de 3,1 %, en baisse pour une troisième année consécutive, l'investissement en ouvrages non résidentiels ayant diminué de 7,9 %. Les dépenses en machines et matériel (-3,5 %) et en produits de la propriété intellectuelle (-3,8 %) ont aussi enregistré une baisse, tandis que l'investissement en logements s'est accru de 0,3 %.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont diminué de 1,4 %, après s'être accrues de 1,1 % en 2014. La formation brute de capital fixe des administrations publiques a enregistré une croissance de 3,7 % après avoir connu cinq années consécutives de baisses.

Les entreprises du Québec ont accumulé 2,3 milliards de dollars en stocks, la majorité des stocks étant non agricoles.

Graphique 6.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Québec, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Le PIB nominal a progressé de 2,6 %, après avoir augmenté de 1,9 % en 2014. La rémunération des salariés s'est accrue de 2,4 %, la croissance ayant ralenti pour une quatrième année consécutive. L'excédent brut d'exploitation a connu une hausse de 2,7 %, après avoir enregistré une baisse de 0,6 % en 2014. Le prix des biens et des services produits au Québec a affiché une hausse de 1,3 %.

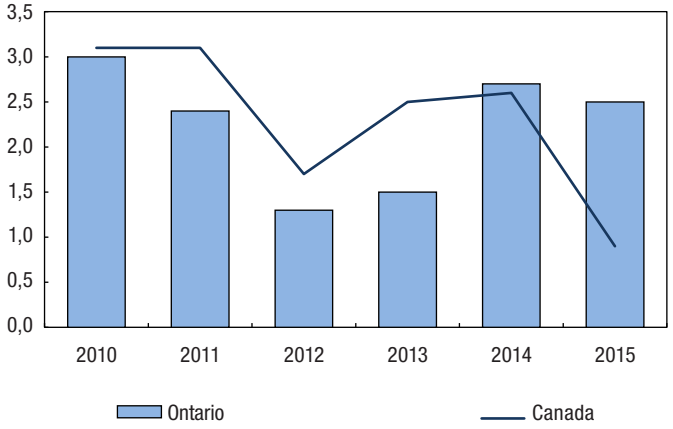
Le revenu disponible des ménages a augmenté de 3,3 %, après avoir affiché une hausse de 2,6 % en 2014. Le ratio du service de la dette était de 5,78 %, en baisse par rapport à 6,15 %, les paiements d'intérêts ayant diminué.

Ontario

En 2015, le PIB réel a progressé de 2,5 % en Ontario, après avoir enregistré une croissance de 2,7 % en 2014. Les dépenses de consommation finale des ménages, les exportations de biens et de services et la formation brute de capital fixe des entreprises ont toutes contribué à la croissance économique. La demande intérieure finale s'est accrue de 3,1 %, après avoir progressé de 2,2 % en 2014.

Graphique 7.1
Produit intérieur brut réel, Ontario

variation en %, dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 2,7 %, ce qui constitue un rythme de croissance légèrement plus lent qu'en 2014 (+2,8 %). Les dépenses en biens (+3,1 %) et en services (+2,3 %) ont toutes deux augmenté.

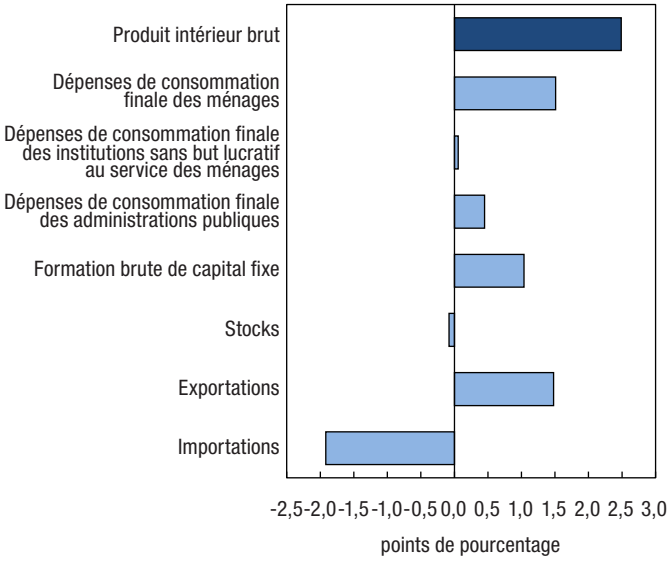
Les exportations de biens et de services ont crû de 2,8 %, après avoir affiché une hausse de 4,4 % en 2014. Les exportations vers d'autres pays ont progressé de 5,2 %, tandis que celles vers d'autres provinces ont fléchi de 1,8 %. Les importations de biens et de services ont enregistré une augmentation de 3,7 %, après avoir crû de 4,0 % en 2014.

Après avoir augmenté de 2,1 % en 2014, la formation brute de capital fixe des entreprises a bondi de 6,5 %, l'investissement en logements (+7,2 %), en ouvrages non résidentiels (+9,7 %) et en machines et matériel (+6,8 %) ayant contribué à cette augmentation. L'investissement des entreprises en produits de la propriété intellectuelle (-2,7 %) était plus faible pour la quatrième année consécutive.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont progressé de 2,2 %, après avoir augmenté de 1,2 % en 2014. La formation brute de capital fixe des administrations publiques s'est accrue de 0,6 %, après avoir connu quatre années consécutives de baisses.

Les entreprises ont accumulé 3,4 milliards de dollars en stocks, la totalité des stocks étant non agricoles. Les stocks agricoles étaient pratiquement inchangés.

Graphique 7.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Ontario, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Le PIB nominal a enregistré une progression de 4,9 %; il s'agit de la croissance la plus rapide depuis 2010. La rémunération des salariés a augmenté de 4,2 %, après avoir affiché une hausse de 3,5 % en 2014. L'excédent brut d'exploitation a bondi de 6,9 %, après s'être accru de 9,0 % en 2014. Le prix des biens et services produits en Ontario a affiché une augmentation de 2,3 %.

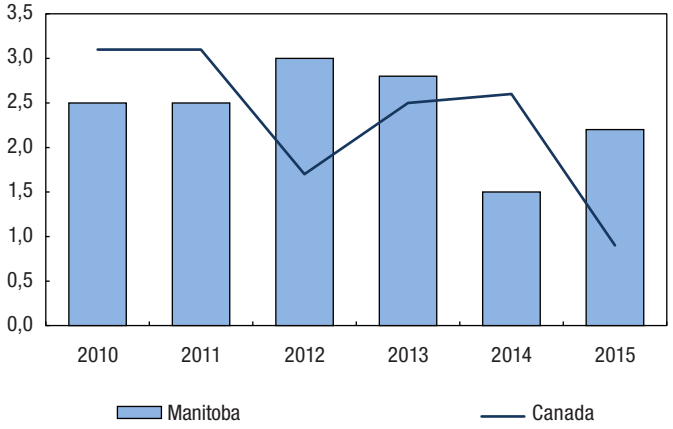
Le revenu disponible des ménages a progressé de 4,7 %; il s'agit de la hausse la plus marquée en cinq ans. Le ratio du service de la dette a diminué, passant de 7,14 % en 2014 à 6,90 % en 2015, les paiements d'intérêts ayant augmenté à un rythme beaucoup plus lent que le revenu disponible des ménages.

Manitoba

En 2015, le PIB réel du Manitoba a progressé de 2,2 % par rapport à la croissance de 1,5 % en 2014. La demande intérieure finale a connu une progression de 1,5 %; cette augmentation est surtout attribuable aux dépenses de consommation finale des ménages (+1,6 %) et à la formation brute de capital fixe des entreprises (+2,3 %).

Graphique 8.1
Produit intérieur brut réel, Manitoba

variation en %, dollars enchaînés (2007)



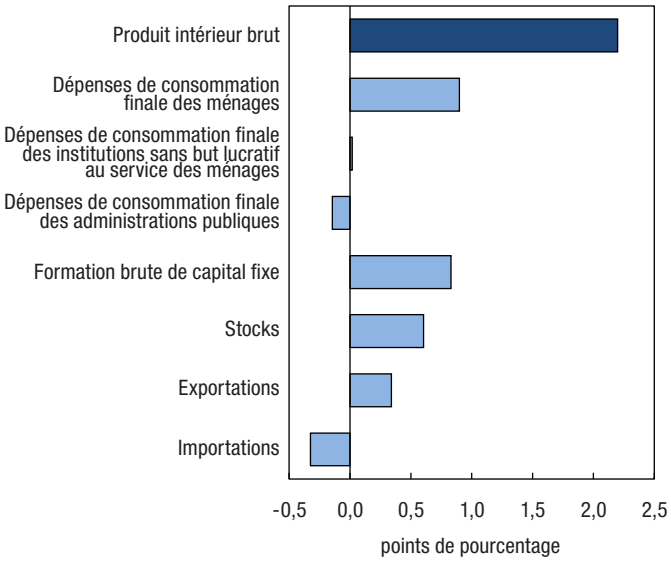
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Les dépenses de consommation finale des ménages étaient plus élevées, en raison principalement de l'augmentation de la consommation des services (+2,1 %). Les dépenses en biens durables (+1,7 %), semi-durables (+2,6 %) et non durables (+0,1 %) étaient également en hausse.

L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a progressé de 16,3 % après avoir enregistré une croissance encore plus marquée en 2014 (+21,5 %). Les dépenses des entreprises en machines et matériel ont fléchi de 8,0 % après avoir connu cinq années de croissance. Les investissements en bâtiments résidentiels ont diminué de 4,2 %, alors qu'ils avaient légèrement baissé de 0,1 % en 2014.

Les exportations de biens et de services se sont accrues de 0,6 %, soit une septième hausse annuelle consécutive. Les importations ont progressé de 0,5 % par rapport à une baisse de 0,9 % en 2014.

Graphique 8.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Manitoba, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Le PIB nominal a affiché une hausse de 3,1 % en 2015; cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation de la rémunération des salariés (+3,3 %). L'excédent brut d'exploitation (+1,0 %) et le revenu mixte brut (+7,0 %) ont également contribué à l'augmentation. Le prix des biens et services produits au Manitoba a progressé de 0,9 %.

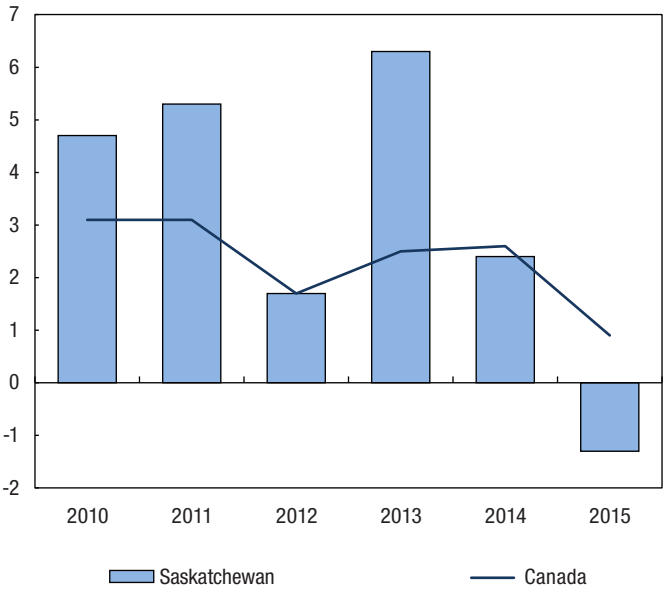
Le revenu disponible des ménages (+5,2 %) a accéléré son rythme de croissance par rapport à la hausse de 2,2 % en 2014. Le ratio du service de la dette a connu une diminution pour atteindre 5,27 % en 2015 par rapport à 5,53 % en 2014; il s'agit de la septième baisse annuelle d'affilée.

Saskatchewan

Le PIB réel de la Saskatchewan a fléchi de 1,3 % en 2015, après avoir connu cinq années de croissance. La demande intérieure finale a reculé de 5,4 %; il s'agit de la première baisse depuis 1998.

Graphique 9.1
Produit intérieur brut réel, Saskatchewan

variation en %, dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

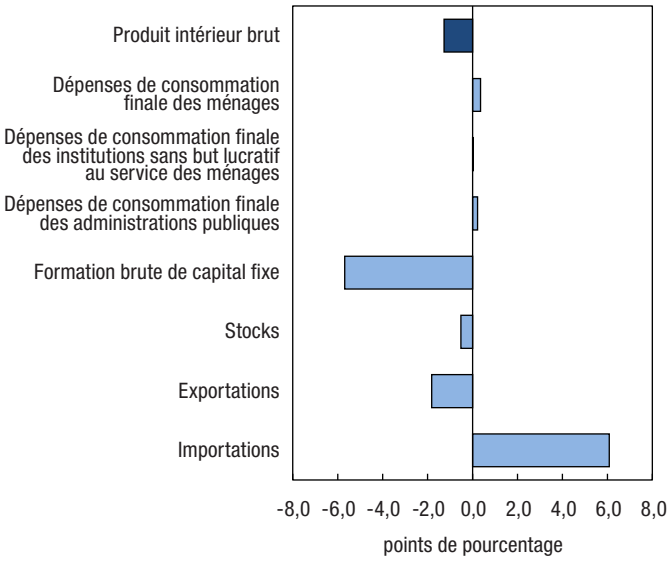
Les dépenses de consommation finale des ménages ont enregistré une hausse de 0,8 %, en raison des dépenses en services (+2,3 %). Les dépenses en biens semi-durables ont aussi augmenté (+0,6 %), tandis que les ménages ont dépensé moins en biens durables (-2,2 %) et en biens non durables (-0,8 %).

La formation brute de capital fixe des entreprises a chuté (-19,1 %), en raison principalement du recul de l'investissement en ouvrages non résidentiels (-28,6 %). Les investissements en bâtiments résidentiels (-11,4 %), en produits de la propriété intellectuelle (-25,8 %) et en machines et matériel (-2,0 %) ont également reculé.

En 2015, les stocks des entreprises ont diminué de 794 millions de dollars, après avoir baissé de 423 millions de dollars en 2014, alors que les stocks agricoles ont continué de diminuer après les récoltes exceptionnelles de 2013.

Les exportations de biens et de services ont fléchi de 2,8 %, après avoir connu une augmentation de 7,1 % en 2014. Les importations ont affiché une baisse (-10,3 %), surtout en raison des plus faibles importations de biens des autres pays.

Graphique 9.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Saskatchewan, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

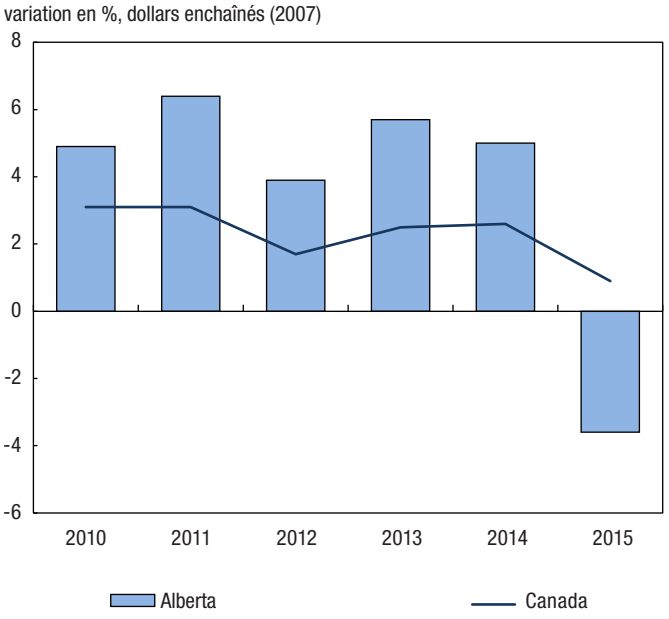
Le PIB nominal a enregistré une baisse de 5,7 %; il s'agit de la première diminution depuis 2009. L'excédent brut d'exploitation a diminué de 17,9 %, après avoir connu cinq années de croissance, tandis que la rémunération des salariés a enregistré une hausse de 2,0 %. Le prix des biens et des services produits en Saskatchewan a diminué de 4,5 %.

Le revenu disponible des ménages s'est accru de 5,2 %, après avoir connu une hausse de 0,5 % en 2014. Le ratio du service de la dette des ménages a diminué, passant de 5,82 % en 2014 à 5,64 % en 2015, la croissance du revenu disponible des ménages ayant dépassé la croissance des intérêts versés par les ménages.

Alberta

Le PIB réel de l'Alberta a affiché un recul de 3,6 % en 2015, comparativement à une croissance de 5,0 % en 2014; cette diminution est principalement attribuable à un déclin marqué de la formation brute de capital fixe des entreprises, l'investissement dans le secteur pétrolier et gazier ayant été touché par la diminution des prix du pétrole brut. La demande intérieure finale a chuté de 6,5 %, après avoir connu cinq années consécutives de croissance.

Graphique 10.1
Produit intérieur brut réel, Alberta



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

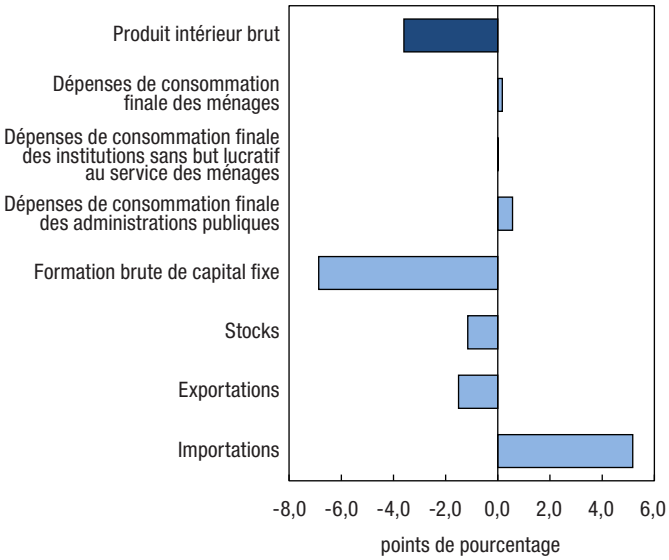
La formation brute de capital fixe des entreprises a affiché une baisse marquée de 20,9 %, les ouvrages non résidentiels (-29,1 %), les machines et le matériel (-15,9 %) et les produits de la propriété intellectuelle (-24,5 %) ayant tous chuté. Les investissements en bâtiments résidentiels étaient inchangés en 2015.

Les entreprises ont diminué leurs stocks non agricoles de 1,9 milliards de dollars en 2015, après avoir ajouté 2,5 milliards de dollars en 2014.

Alors qu'elle se situait à 4,0 % en 2014, la croissance des dépenses de consommation finale des ménages a ralenti en 2015 pour s'établir à 0,4 %, les dépenses en services (+2,4 %) ayant augmenté. Les dépenses en biens ont diminué de 2,1 %, tout particulièrement en biens durables (-6,1 %).

Les exportations de biens et de services ont fléchi de 2,8 %, après avoir connu une hausse de 7,8 % en 2014. Les importations de biens et de services ont affiché un recul (-10,4 %).

Graphique 10.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Alberta, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

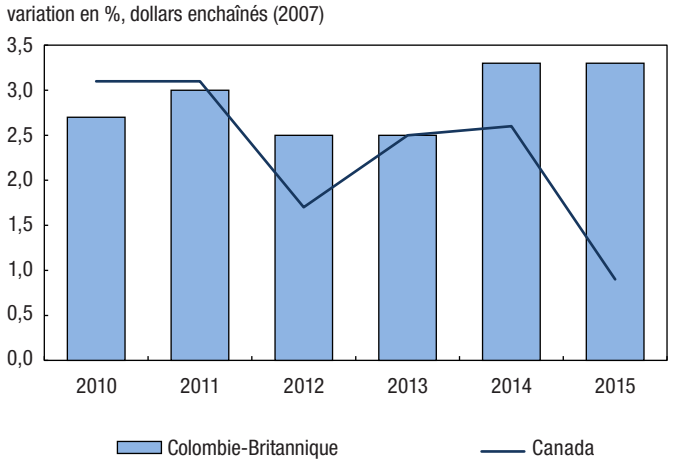
Le PIB nominal a baissé de 12,5 %, après avoir enregistré une progression de 8,9 % en 2014. La rémunération des salariés a connu un recul de 0,7 %; il s'agit de la première diminution depuis 2009. L'excédent brut d'exploitation a fortement chuté de 31,7 %, après avoir augmenté de 13,3 % en 2014. Le prix des biens et services produits en Alberta a reculé de 9,2 %, le prix des exportations de biens vers d'autres pays ayant baissé de 20,8 %.

La croissance du revenu disponible des ménages (+3,7 %) a ralenti pour une troisième année consécutive, après avoir progressé de 6,2 % en 2014. Le ratio du service de la dette des ménages a baissé, passant de 6,24 % en 2014 à 6,00 % en 2015.

Colombie-Britannique

En 2015, le PIB réel de la Colombie-Britannique a affiché une augmentation de 3,3 %; il s'agit de la sixième hausse annuelle consécutive. La demande intérieure finale a connu une progression de 2,3 %, après avoir affiché une hausse de 3,2 % en 2014.

Graphique 11.1
Produit intérieur brut réel, Colombie-Britannique



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

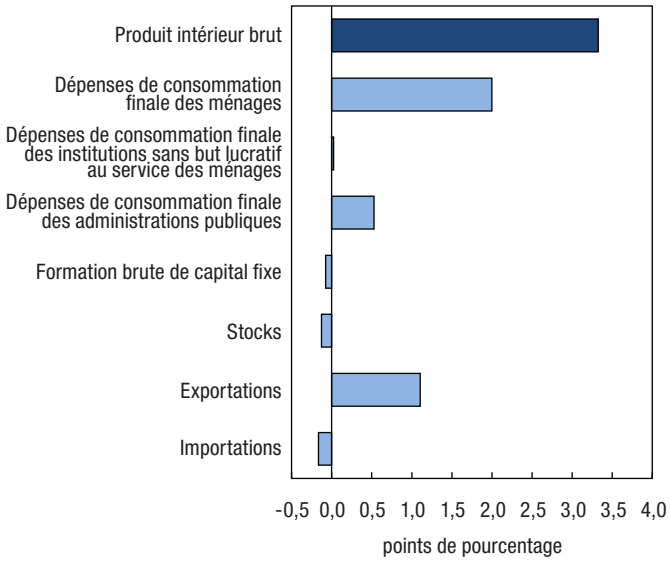
Les dépenses de consommation finale des ménages en biens et services ont crû de 3,1 %, après avoir augmenté de 3,7 % en 2014. Les dépenses en services se sont accrues de 2,7 %. Les dépenses en biens durables (+7,1 %), en biens non durables (+1,7 %) et en biens semi-durables (+5,3 %) ont toutes augmenté.

La formation brute de capital fixe des entreprises a reculé de 0,9 %, après avoir enregistré une croissance de 6,0 % en 2014. Les investissements en ouvrages non résidentiels (-11,2 %), en produits de la propriété intellectuelle (-13,1 %) et en machines et matériel (-0,2 %) ont tous diminué. Les investissements en bâtiments résidentiels ont enregistré une hausse de 9,1 %; il s'agit de la croissance la plus rapide depuis 2004.

Les entreprises ont ajouté 696 millions de dollars en stocks non agricoles, ce qui représente une cinquième année consécutive d'investissements.

Les exportations de biens et de services ont progressé de 2,8 %; il s'agit d'une sixième augmentation annuelle consécutive. Les importations ont crû de 0,3 %, un ralentissement par rapport à la croissance de 3,2 % en 2014.

Graphique 11.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Colombie-Britannique, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Le PIB nominal a connu une hausse de 3.8 %, ce qui constitue la sixième augmentation annuelle consécutive. La rémunération des salariés a affiché une hausse de 3,9 %. L'excédent brut d'exploitation a progressé de 2,3 %, comparativement à la hausse de 8,4 % en 2014. Le prix des biens et services produits en Colombie-Britannique a connu une augmentation de 0,5 %.

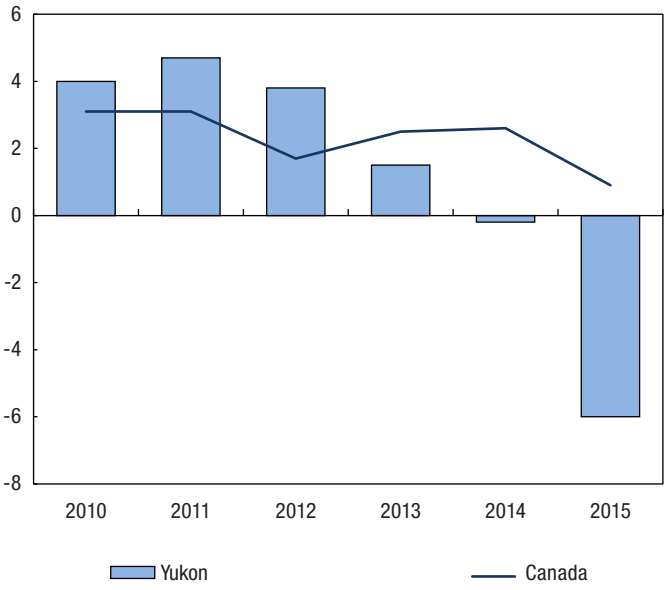
Le ratio du service de la dette des ménages a diminué, passant de 7,76 % en 2014 à 7,21 % en 2015, le revenu disponible des ménages ayant augmenté (+6,1 %) et les intérêts versés par les ménages ayant diminué (-2,0 %). La Colombie-Britannique continue d'afficher le ratio du service de la dette des ménages le plus élevé au Canada.

Yukon

En 2015, le PIB réel a diminué de 6,0 % au Yukon, après avoir affiché un repli de 0,2 % en 2014. Les baisses d'exportations et de formation brute de capital fixe des entreprises ont été les principaux facteurs à l'origine de la diminution. La demande intérieure finale a progressé de 0,2 %.

Graphique 12.1
Produit intérieur brut réel, Yukon

variation en %, dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

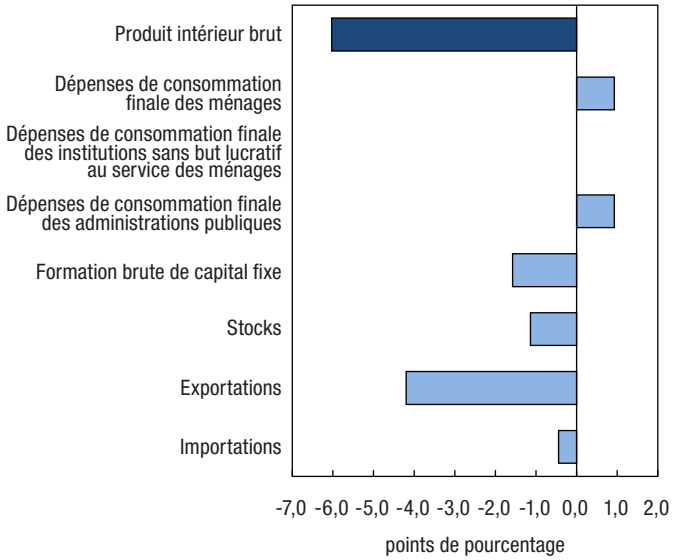
Les exportations de biens et de services ont reculé de 12,3 %, après s'être contractées de 1,1 % en 2014. Le principal facteur ayant contribué à la diminution a été la baisse des exportations de biens vers les autres pays, qui a atteint 31,6 %. Les importations de biens et de services ont affiché une augmentation de 0,7 %, la première hausse enregistrée depuis 2011.

Après d'intenses activités minières en 2010 et 2011, la formation brute de capital fixe des entreprises a fléchi pour la quatrième année consécutive, en baisse de 10,7 % en 2015. Les produits de la propriété intellectuelle (-27,6 %) et l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels (-22,7 %) ont tous deux connu une baisse, tandis que l'investissement en bâtiments résidentiels a augmenté de 7,4 %.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé de 2,0 %, après avoir crû de 1,3 % en 2014. Les dépenses en biens ont progressé pour la première fois depuis 2012, pour atteindre 1,9 %, et les dépenses en services ont connu une hausse de 2,1 %. Les dépenses en services au Yukon ont augmenté d'une année à l'autre depuis 1991.

Les stocks des entreprises ont été réduits de 1 million de dollars en 2015, après avoir connu six années d'accumulation.

Graphique 12.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Yukon, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Le PIB nominal a progressé de 1,1 %, soit au même rythme qu'en 2014. L'excédent brut d'exploitation a diminué de 0,3 % en 2015, après avoir affiché un recul de 3,0 % en 2014. Le prix des biens et services produits au Yukon a affiché une hausse de 7,6 %, ce qui représente l'augmentation la plus marquée de toutes les provinces et tous les territoires.

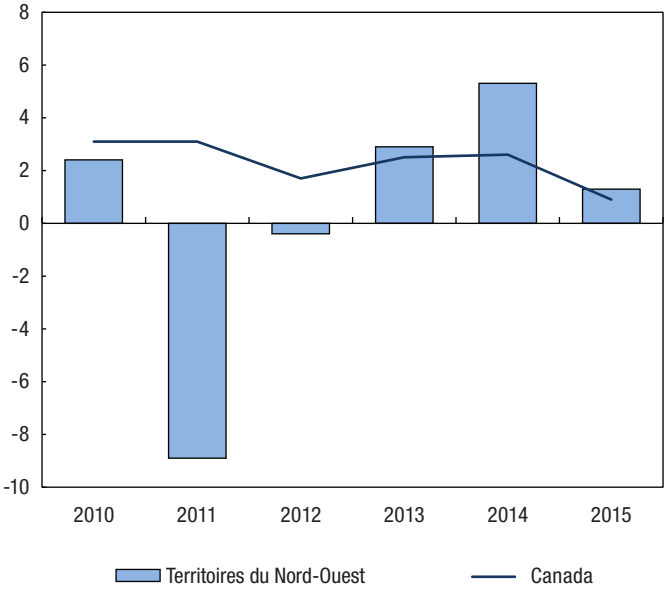
Le revenu disponible des ménages a augmenté de 3,7 % et a poursuivi sa tendance à la hausse entreprise en 1998. Le ratio du service de la dette des ménages a reculé, passant de 4,92 % en 2014 à 4,87 % en 2015.

Territoires du Nord-Ouest

En 2015, le PIB réel a augmenté de 1,3 % dans les Territoires du Nord-Ouest, après avoir augmenté de 5,3 % en 2014. C'est la formation brute de capital fixe des entreprises plus élevée qui a le plus contribué à la croissance, contrebalançant les effets de la diminution des exportations. La demande intérieure finale s'est accrue de 6,9 % en 2015, après avoir progressé de 3,7 % en 2014.

Graphique 13.1
Produit intérieur brut réel, Territoires du Nord-Ouest

variation en %, dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Les exportations de biens et de services se sont contractées de 2,1 %, après avoir connu une hausse de 6,1 % en 2014. Ce sont les exportations de biens vers d'autres pays, les diamants en particulier, qui ont le plus contribué à la baisse. Les importations ont affiché une augmentation pour une sixième année d'affilée, en hausse de 5,1 %, après avoir connu une croissance de 4,2 % en 2014.

La formation brute de capital fixe des entreprises a progressé de 17,5 % en 2015, après avoir enregistré une croissance de 3,2 % en 2014. La croissance était attribuable à une augmentation de l'investissement en ouvrages non résidentiels (+27,5 %).

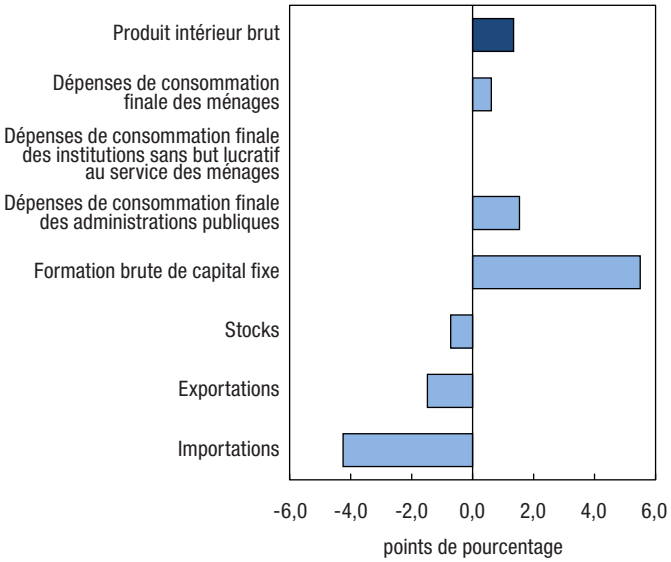
La formation brute de capital fixe des administrations publiques a affiché une forte hausse de 17,8 %, après avoir connu une augmentation de 6,3 % en 2014.

Les dépenses de consommation finale des ménages (+1,9 %) ont enregistré une hausse pour la sixième année consécutive. Les dépenses en biens ont augmenté de 1,4 % dans leur ensemble. Les dépenses en services ont affiché une augmentation de 2,3 %, après avoir connu une hausse de 1,1 % en 2014.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont augmenté de 3,5 %, après avoir enregistré une croissance de 5,5 % en 2014.

Les entreprises ont continué d'augmenter leurs stocks pour une sixième année d'affilée.

Graphique 13.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Territoires du Nord-Ouest, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Le PIB nominal a reculé de 0,5 %, après avoir enregistré une progression de 8,2 % en 2014. La rémunération des salariés (+4,4 %) a affiché une augmentation pour la sixième année consécutive. L'excédent brut d'exploitation a reculé de 6,8 %, après avoir progressé de 17,3 % en 2014. Le prix des biens et services produits dans les Territoires du Nord-Ouest a diminué de 1,7 %, après avoir augmenté de 2,7 % en 2014.

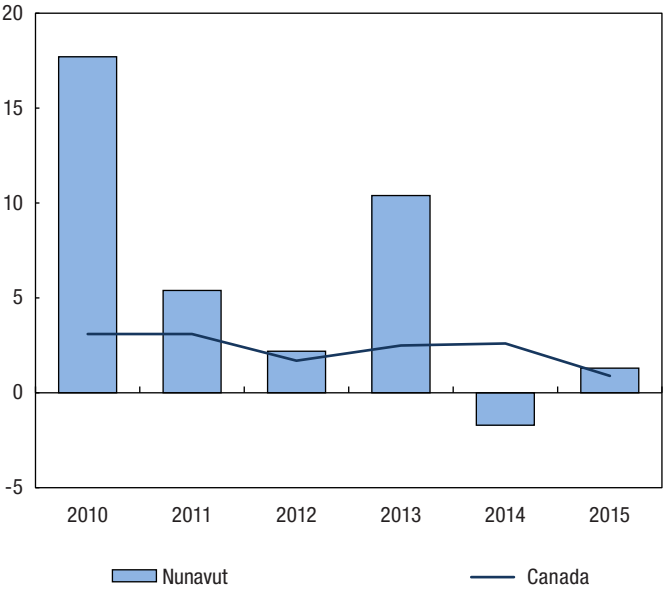
Le revenu disponible des ménages a progressé de 5,1 %, après s'être accru de 1,6 % en 2014. Le ratio du service de la dette des ménages a enregistré une baisse, passant de 4,00 % en 2014 à 3,81 % en 2015.

Nunavut

En 2015, le PIB réel a augmenté de 1,3 % au Nunavut, après avoir fléchi de 1,7 % en 2014. La croissance était en majeure partie attribuable aux exportations de biens. La demande intérieure finale a progressé de 1,5 % en 2015, après avoir reculé de 3,7 % en 2014.

Graphique 14.1
Produit intérieur brut réel, Nunavut

variation en %, dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Les exportations de biens et de services ont crû de 8,8 %, après avoir connu une baisse de 13,1 % en 2014. Les importations de biens et de services se sont contractées de 1,8 %, après avoir fléchi de 5,9 % en 2014.

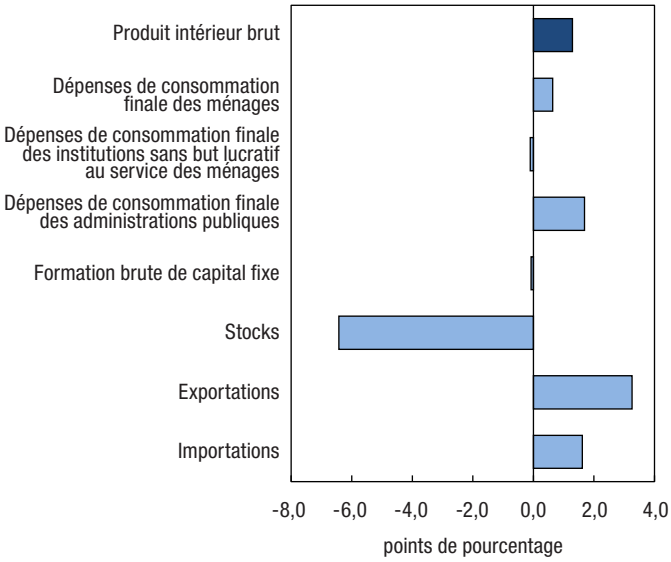
La formation brute de capital fixe des entreprises a progressé de 3,0 % en 2015, après avoir enregistré une baisse de 32,3 % en 2014. L'augmentation des investissements en produits de la propriété intellectuelle (+28,4 %) et en machines et matériel (+29,5 %) a été principalement à l'origine de la hausse, laquelle a été partiellement contrebalancée par la chute de l'investissement en bâtiments résidentiels (-51,1 %).

La formation brute de capital fixe des administrations publiques a connu un recul de 7,6 % en 2015, après avoir enregistré un bond de 36,8 % en 2014.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont enregistré une croissance de 2,1 %, après avoir connu une hausse de 1,7 % en 2014. Les dépenses en biens (+2,3 %) et en services (+1,9 %) ont toutes deux augmenté.

Les entreprises ont fait croître les inventaires de 14 millions de dollars en 2015, à partir des stocks non agricoles.

Graphique 14.2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, Nunavut, 2015



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-x au catalogue.

Le PIB nominal a progressé de 2,6 % en 2015, après avoir enregistré une hausse de 4,0 % en 2014. La rémunération des salariés (+3,9 %), l'excédent brut d'exploitation (+2,6 %) et le revenu mixte brut (+4,5 %) ont tous progressé. Le prix des biens et services produits au Nunavut a connu une hausse de 1,3 %.

Le revenu disponible des ménages (+4,8 %) a affiché une augmentation pour la sixième année consécutive. Le ratio du service de la dette des ménages a baissé, passant de 2,09 % en 2014 à 1,91 % en 2015.

Tableau 1
Indicateurs principaux des comptes économiques, Canada

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	837 683	883 045	923 413	961 179	997 998	1 025 682	3,2	5,4	4,6	4,1	3,8	2,8
Excédent d'exploitation brut	449 176	497 599	495 996	518 267	553 497	511 680	13,6	10,8	-0,3	4,5	6,8	-7,6
Excédent d'exploitation net : sociétés	227 802	266 561	252 542	262 648	284 139	228 675	31,2	17,0	-5,3	4,0	8,2	-19,5
Consommation de capital fixe : sociétés	168 706	174 130	183 261	192 769	203 944	215 590	-1,8	3,2	5,2	5,2	5,8	5,7
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	52 668	56 908	60 193	62 850	65 414	67 415	5,2	8,1	5,8	4,4	4,1	3,1
Revenu mixte brut	194 936	202 557	209 190	216 355	221 340	230 907	4,1	3,9	3,3	3,4	2,3	4,3
Revenu mixte net	147 213	153 535	158 536	162 998	166 007	173 233	4,6	4,3	3,3	2,8	1,8	4,4
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	47 723	49 022	50 654	53 357	55 333	57 674	2,7	2,7	3,3	5,3	3,7	4,2
Impôts moins les subventions	178 963	185 689	193 175	201 620	209 361	216 831	4,1	3,8	4,0	4,4	3,8	3,6
Revenu disponible des ménages	924 174	957 957	996 857	1 042 078	1 075 330	1 122 564	4,9	3,7	4,1	4,5	3,2	4,4
Taux d'épargne des ménages[1]	4,2	4,3	4,9	5,0	3,7	5,0	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	7,36	7,29	7,02	6,85	6,68	6,39	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	1 248 739	1 273 984	1 294 103	1 315 785	1 344 226	1 368 439	3,2	2,0	1,6	1,7	2,2	1,8
Dépenses de consommation finale des ménages	895 645	915 297	932 837	956 901	983 482	1 002 349	3,7	2,2	1,9	2,6	2,8	1,9
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	22 069	23 442	23 877	24 512	24 187	24 673	-1,4	6,2	1,9	2,7	-1,3	2,0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	330 912	335 249	337 586	335 212	337 819	342 793	2,3	1,3	0,7	-0,7	0,8	1,5
Formation brute de capital fixe	370 062	387 224	406 154	411 368	414 946	396 027	11,5	4,6	4,9	1,3	0,9	-4,6
Formation brute de capital fixe des entreprises	292 084	315 155	336 030	345 269	351 775	330 057	11,6	7,9	6,6	2,7	1,9	-6,2
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 251	2 259	2 508	2 649	2 481	2 392	7,1	0,4	11,1	5,6	-6,3	-3,6
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	75 507	69 753	67 686	63 677	61 033	63 803	11,4	-7,6	-3,0	-5,9	-4,2	4,5
Investissements en stocks	-598	11 159	6 159	14 830	9 392	3 861	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	475 944	498 593	511 768	525 484	555 732	574 588	6,6	4,8	2,6	2,7	5,8	3,4
Importations de biens et services	506 489	534 723	553 941	563 080	575 191	577 125	13,8	5,6	3,6	1,6	2,2	0,3
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 589 956	1 639 900	1 668 524	1 709 821	1 753 683	1 770 196	3,1	3,1	1,7	2,5	2,6	0,9

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 2
Indicateurs principaux des comptes économiques, Terre-Neuve-et-Labrador

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	10 775	11 801	12 833	13 880	14 374	14 830	6,0	9,5	8,7	8,2	3,6	3,2
Excédent d'exploitation brut	13 393	16 523	13 690	14 946	13 734	9 215	30,4	23,4	-17,1	9,2	-8,1	-32,9
Excédent d'exploitation net : sociétés	9 737	12 566	9 305	10 049	8 207	3 022	45,6	29,1	-26,0	8,0	-18,3	-63,2
Consommation de capital fixe : sociétés	2 842	3 058	3 416	3 874	4 452	5 064	0,4	7,6	11,7	13,4	14,9	13,7
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	814	899	969	1 023	1 075	1 129	8,3	10,5	7,7	5,6	5,1	5,0
Revenu mixte brut	2 397	2 651	2 775	2 906	2 983	3 143	5,9	10,6	4,7	4,7	2,7	5,4
Revenu mixte net	1 772	1 997	2 100	2 216	2 273	2 407	5,0	12,7	5,1	5,5	2,6	5,9
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	625	653	674	690	710	736	8,4	4,5	3,2	2,3	2,9	3,7
Impôts moins les subventions	2 474	2 518	2 697	2 778	2 903	2 926	8,9	1,8	7,1	3,0	4,5	0,8
Revenu disponible des ménages	13 402	14 319	15 287	16 025	16 626	17 271	5,4	6,8	6,8	4,8	3,8	3,9
Taux d'épargne des ménages[1]	5,2	7,4	8,9	8,3	8,1	10,1	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	5,69	5,51	5,24	5,18	4,92	4,96	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	19 378	19 725	19 974	20 233	20 599	20 896	3,2	1,8	1,3	1,3	1,8	1,4
Dépenses de consommation finale des ménages	12 735	13 070	13 433	13 839	14 167	14 359	3,6	2,6	2,8	3,0	2,4	1,4
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	212	225	223	222	222	230	-2,8	6,1	-0,9	-0,4	0,0	3,6
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	6 428	6 436	6 339	6 211	6 257	6 354	2,7	0,1	-1,5	-2,0	0,7	1,6
Formation brute de capital fixe	5 775	7 148	8 699	10 076	10 930	10 575	18,8	23,8	21,7	15,8	8,5	-3,2
Formation brute de capital fixe des entreprises	4 498	5 898	7 395	8 922	9 776	9 401	18,5	31,1	25,4	20,6	9,6	-3,8
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	48	46	42	37	25	22	20,0	-4,2	-8,7	-11,9	-32,4	-12,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	1 236	1 196	1 244	1 088	1 094	1 118	20,2	-3,2	4,0	-12,5	0,6	2,2
Investissements en stocks	300	226	159	128	26	110	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	17 429	17 789	16 268	17 163	16 877	16 424	4,9	2,1	-8,6	5,5	-1,7	-2,7
Importations de biens et services	15 518	16 753	18 221	19 471	20 462	20 602	10,0	8,0	8,8	6,9	5,1	0,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	27 164	27 946	26 719	28 106	27 838	27 277	5,5	2,9	-4,4	5,2	-1,0	-2,0

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 3
Indicateurs principaux des comptes économiques, Île-du-Prince-Édouard

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	2 685	2 805	2 884	2 951	3 038	3 151	3,5	4,5	2,8	2,3	2,9	3,7
Excédent d'exploitation brut	1 203	1 204	1 230	1 316	1 399	1 478	9,1	0,1	2,2	7,0	6,3	5,6
Excédent d'exploitation net : sociétés	634	613	623	701	770	827	18,9	-3,3	1,6	12,5	9,8	7,4
Consommation de capital fixe : sociétés	336	337	347	355	368	391	-4,3	0,3	3,0	2,3	3,7	6,3
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	233	254	260	260	261	260	6,4	8,9	2,5	-0,2	0,4	-0,4
Revenu mixte brut	739	786	827	832	831	871	8,8	6,3	5,2	0,6	-0,1	4,8
Revenu mixte net	566	605	642	632	627	662	10,9	6,9	6,1	-1,5	-0,8	5,6
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	173	181	185	200	204	209	2,2	4,6	2,3	7,9	2,0	2,5
Impôts moins les subventions	594	630	626	660	684	678	6,1	6,1	-0,6	5,4	3,6	-0,9
Revenu disponible des ménages	3 398	3 486	3 634	3 689	3 812	4 003	6,5	2,6	4,2	1,5	3,3	5,0
Taux d'épargne des ménages[1]	-0,3	-2,1	-0,9	-2,7	-2,7	0,0	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	6,18	7,04	6,22	6,20	5,69	5,41	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	5 138	5 206	5 205	5 237	5 288	5 355	3,3	1,3	0,0	0,6	1,0	1,3
Dépenses de consommation finale des ménages	3 436	3 506	3 541	3 597	3 656	3 740	3,5	2,0	1,0	1,6	1,6	2,3
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	63	67	68	73	73	64	3,3	6,3	1,5	7,4	0,0	-12,3
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1 639	1 634	1 598	1 572	1 565	1 560	2,8	-0,3	-2,2	-1,6	-0,4	-0,3
Formation brute de capital fixe	927	1 036	912	973	862	872	-5,5	11,8	-12,0	6,7	-11,4	1,2
Formation brute de capital fixe des entreprises	638	704	674	732	680	673	0,5	10,3	-4,3	8,6	-7,1	-1,0
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	9	11	9	13	9	5	50,0	22,2	-18,2	44,4	-30,8	-44,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	280	320	230	230	176	195	-17,2	14,3	-28,1	0,0	-23,5	10,8
Investissements en stocks	6	15	60	50	56	27	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	2 180	2 211	2 244	2 385	2 449	2 370	1,4	1,4	1,5	6,3	2,7	-3,2
Importations de biens et services	3 476	3 603	3 491	3 630	3 553	3 447	4,2	3,7	-3,1	4,0	-2,1	-3,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	4 800	4 895	4 952	5 050	5 128	5 196	2,2	2,0	1,2	2,0	1,5	1,3

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 4
Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouvelle-Écosse

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	19 372	19 986	20 346	20 838	21 342	21 829	3,0	3,2	1,8	2,4	2,4	2,3
Excédent d'exploitation brut	7 843	7 710	7 344	7 306	7 274	7 397	9,4	-1,7	-4,8	-0,5	-0,4	1,7
Excédent d'exploitation net : sociétés	3 121	2 755	2 284	2 165	2 007	1 969	27,6	-11,7	-17,1	-5,2	-7,3	-1,9
Consommation de capital fixe : sociétés	3 178	3 307	3 342	3 350	3 408	3 499	-2,2	4,1	1,1	0,2	1,7	2,7
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	1 544	1 648	1 718	1 791	1 859	1 929	4,7	6,7	4,2	4,3	3,8	3,8
Revenu mixte brut	4 979	5 121	5 270	5 464	5 572	5 781	6,0	2,9	2,9	3,7	2,0	3,7
Revenu mixte net	3 794	3 897	4 005	4 049	4 114	4 281	6,9	2,7	2,8	1,1	1,6	4,0
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	1 185	1 224	1 264	1 415	1 458	1 500	3,1	3,3	3,3	11,9	3,0	2,9
Impôts moins les subventions	4 631	4 821	4 858	5 017	5 112	5 225	8,3	4,1	0,8	3,3	1,9	2,2
Revenu disponible des ménages	23 010	23 582	24 286	25 212	25 722	26 416	5,1	2,5	3,0	3,8	2,0	2,7
Taux d'épargne des ménages[1]	-2,3	-3,8	-3,9	-3,7	-4,8	-3,4	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	7,20	7,25	6,96	6,58	6,07	5,81	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	35 688	36 446	36 925	37 067	37 474	37 911	2,5	2,1	1,3	0,4	1,1	1,2
Dépenses de consommation finale des ménages	24 088	24 529	24 835	25 285	25 617	25 923	2,6	1,8	1,2	1,8	1,3	1,2
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	515	581	580	566	576	584	-6,9	12,8	-0,2	-2,4	1,8	1,4
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	11 089	11 340	11 512	11 238	11 308	11 433	2,7	2,3	1,5	-2,4	0,6	1,1
Formation brute de capital fixe	8 185	7 908	7 034	7 313	6 647	6 702	13,6	-3,4	-11,1	4,0	-9,1	0,8
Formation brute de capital fixe des entreprises	6 198	6 094	5 129	5 408	5 039	5 006	17,4	-1,7	-15,8	5,4	-6,8	-0,7
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	51	51	54	53	38	38	59,4	0,0	5,9	-1,9	-28,3	0,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	1 934	1 764	1 835	1 841	1 568	1 651	2,3	-8,8	4,0	0,3	-14,8	5,3
Investissements en stocks	80	417	128	184	134	279	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	14 443	14 193	14 156	13 883	13 852	13 957	4,6	-1,7	-0,3	-1,9	-0,2	0,8
Importations de biens et services	22 761	23 146	22 836	23 110	22 481	22 761	8,0	1,7	-1,3	1,2	-2,7	1,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	35 693	35 884	35 567	35 524	35 812	36 168	2,8	0,5	-0,9	-0,1	0,8	1,0

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 5
Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouveau-Brunswick

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	15 515	16 038	16 201	16 351	16 750	17 264	2,5	3,4	1,0	0,9	2,4	3,1
Excédent d'exploitation brut	7 841	8 243	8 131	7 903	7 559	7 814	7,2	5,1	-1,4	-2,8	-4,4	3,4
Excédent d'exploitation net : sociétés	3 728	3 970	3 735	3 472	3 046	3 153	17,7	6,5	-5,9	-7,0	-12,3	3,5
Consommation de capital fixe : sociétés	2 876	2 930	2 973	2 972	3 004	3 104	-1,8	1,9	1,5	0,0	1,1	3,3
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	1 237	1 343	1 423	1 459	1 509	1 557	1,7	8,6	6,0	2,5	3,4	3,2
Revenu mixte brut	3 198	3 403	3 494	3 610	3 681	3 797	6,3	6,4	2,7	3,3	2,0	3,2
Revenu mixte net	2 372	2 558	2 625	2 643	2 683	2 782	6,7	7,9	2,6	0,7	1,5	3,7
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	827	845	869	967	998	1 015	5,0	2,2	2,9	11,3	3,2	1,7
Impôts moins les subventions	3 627	3 800	3 883	3 942	4 147	4 174	7,6	4,8	2,2	1,5	5,2	0,7
Revenu disponible des ménages	18 363	18 952	19 603	20 114	20 634	21 288	5,8	3,2	3,4	2,6	2,6	3,2
Taux d'épargne des ménages[1]	2,2	1,3	2,3	1,4	0,6	1,7	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	5,81	5,83	5,67	5,55	5,10	4,90	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	27 318	27 386	27 460	27 704	28 066	28 540	2,9	0,2	0,3	0,9	1,3	1,7
Dépenses de consommation finale des ménages	18 293	18 640	18 821	19 186	19 575	19 928	2,4	1,9	1,0	1,9	2,0	1,8
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	325	326	325	337	340	325	1,2	0,3	-0,3	3,7	0,9	-4,4
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	8 700	8 438	8 341	8 227	8 211	8 348	3,8	-3,0	-1,1	-1,4	-0,2	1,7
Formation brute de capital fixe	6 199	6 578	5 701	5 269	5 294	5 344	3,1	6,1	-13,3	-7,6	0,5	0,9
Formation brute de capital fixe des entreprises	4 600	4 563	4 180	4 022	3 827	3 908	-3,4	-0,8	-8,4	-3,8	-4,8	2,1
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	44	45	55	19	22	20	29,4	2,3	22,2	-65,5	15,8	-9,1
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	1 555	1 956	1 470	1 241	1 443	1 417	27,1	25,8	-24,8	-15,6	16,3	-1,8
Investissements en stocks	244	223	163	77	57	178	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	22 259	21 991	21 840	22 223	21 904	23 617	5,6	-1,2	-0,7	1,8	-1,4	7,8
Importations de biens et services	27 279	27 367	26 726	26 992	27 035	28 697	7,1	0,3	-2,3	1,0	0,2	6,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	28 643	28 702	28 417	28 332	28 304	28 941	2,0	0,2	-1,0	-0,3	-0,1	2,3

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 6
Indicateurs principaux des comptes économiques, Québec

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	170 312	179 805	187 133	193 100	198 434	203 137	3,5	5,6	4,1	3,2	2,8	2,4
Excédent d'exploitation brut	82 419	85 526	84 775	86 435	85 926	88 218	6,1	3,8	-0,9	2,0	-0,6	2,7
Excédent d'exploitation net : sociétés	42 658	44 658	42 225	42 393	40 536	41 628	14,3	4,7	-5,4	0,4	-4,4	2,7
Consommation de capital fixe : sociétés	27 645	27 936	28 942	29 960	30 858	31 789	-4,1	1,1	3,6	3,5	3,0	3,0
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	12 116	12 932	13 608	14 082	14 532	14 801	5,2	6,7	5,2	3,5	3,2	1,9
Revenu mixte brut	35 337	36 329	37 016	37 910	38 201	39 092	2,9	2,8	1,9	2,4	0,8	2,3
Revenu mixte net	26 796	27 653	28 131	28 710	28 766	29 383	3,2	3,2	1,7	2,1	0,2	2,1
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	8 541	8 675	8 884	9 200	9 435	9 709	2,1	1,6	2,4	3,6	2,6	2,9
Impôts moins les subventions	39 829	42 924	44 957	47 089	48 515	50 286	5,2	7,8	4,7	4,7	3,0	3,7
Revenu disponible des ménages	188 224	195 334	203 381	209 406	214 825	221 825	3,6	3,8	4,1	3,0	2,6	3,3
Taux d'épargne des ménages[1]	2,8	3,7	5,0	4,2	4,0	5,4	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	6,47	6,19	6,35	6,37	6,15	5,78	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	267 920	272 174	274 769	278 313	281 905	283 018	3,2	1,6	1,0	1,3	1,3	0,4
Dépenses de consommation finale des ménages	189 606	193 036	195 031	198 912	202 173	204 438	3,9	1,8	1,0	2,0	1,6	1,1
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	5 062	5 369	5 403	5 615	5 168	5 176	-1,3	6,1	0,6	3,9	-8,0	0,2
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	73 254	73 790	74 363	73 907	74 720	73 691	1,9	0,7	0,8	-0,6	1,1	-1,4
Formation brute de capital fixe	66 777	69 222	71 643	68 832	63 282	62 204	4,7	3,7	3,5	-3,9	-8,1	-1,7
Formation brute de capital fixe des entreprises	50 575	53 245	56 350	54 354	50 438	48 892	6,3	5,3	5,8	-3,5	-7,2	-3,1
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	442	422	473	431	395	369	10,5	-4,5	12,1	-8,9	-8,4	-6,6
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	15 719	15 529	14 841	14 076	12 500	12 960	-0,2	-1,2	-4,4	-5,2	-11,2	3,7
Investissements en stocks	168	1 996	1 560	4 120	2 370	2 365	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	144 330	144 016	146 072	146 856	152 080	157 796	0,3	-0,2	1,4	0,5	3,6	3,8
Importations de biens et services	163 305	165 451	168 847	168 331	165 245	166 787	4,5	1,3	2,1	-0,3	-1,8	0,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	315 708	321 647	324 993	329 433	333 830	337 911	2,1	1,9	1,0	1,4	1,3	1,2

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 7
Indicateurs principaux des comptes économiques, Ontario

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	333 654	348 959	360 493	371 959	384 960	401 056	3,2	4,6	3,3	3,2	3,5	4,2
Excédent d'exploitation brut	146 555	157 478	161 919	162 517	177 156	189 442	12,8	7,5	2,8	0,4	9,0	6,9
Excédent d'exploitation net : sociétés	74 368	83 376	85 900	84 842	97 525	106 367	32,9	12,1	3,0	-1,2	14,9	9,1
Consommation de capital fixe : sociétés	51 955	52 218	53 010	53 654	54 565	57 154	-5,1	0,5	1,5	1,2	1,7	4,7
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	20 232	21 884	23 009	24 021	25 066	25 921	5,4	8,2	5,1	4,4	4,4	3,4
Revenu mixte brut	73 962	76 084	78 032	79 651	81 694	84 275	4,2	2,9	2,6	2,1	2,6	3,2
Revenu mixte net	55 466	57 048	58 267	59 253	60 564	62 048	4,5	2,9	2,1	1,7	2,2	2,5
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	18 496	19 036	19 765	20 398	21 130	22 227	3,2	2,9	3,8	3,2	3,6	5,2
Impôts moins les subventions	76 392	76 954	79 327	80 964	83 998	87 954	4,2	0,7	3,1	2,1	3,7	4,7
Revenu disponible des ménages	365 085	374 267	381 884	397 354	408 131	427 432	5,0	2,5	2,0	4,1	2,7	4,7
Taux d'épargne des ménages[1]	5,6	4,8	4,2	4,2	2,2	3,0	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	7,53	7,67	7,39	7,17	7,14	6,90	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	482 061	489 514	495 041	501 462	513 272	526 388	3,3	1,5	1,1	1,3	2,4	2,6
Dépenses de consommation finale des ménages	348 154	354 089	359 391	366 916	377 242	387 240	3,6	1,7	1,5	2,1	2,8	2,7
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	9 238	9 778	10 023	10 061	10 235	10 628	-0,7	5,8	2,5	0,4	1,7	3,8
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	124 583	125 622	125 702	124 762	126 198	128 973	2,8	0,8	0,1	-0,7	1,2	2,2
Formation brute de capital fixe	121 324	123 639	125 153	119 630	121 431	127 926	9,4	1,9	1,2	-4,4	1,5	5,3
Formation brute de capital fixe des entreprises	90 276	96 104	99 022	94 782	96 771	103 100	6,9	6,5	3,0	-4,3	2,1	6,5
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	885	916	1 027	1 157	997	1 021	2,5	3,5	12,1	12,7	-13,8	2,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	30 125	26 623	25 124	23 717	23 687	23 818	18,0	-11,6	-5,6	-5,6	-0,1	0,6
Investissements en stocks	746	5 280	1 707	2 217	4 061	3 457	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	298 305	313 816	321 407	332 297	347 000	356 609	8,0	5,2	2,4	3,4	4,4	2,8
Importations de biens et services	302 122	317 604	320 698	323 721	336 752	349 078	11,5	5,1	1,0	0,9	4,0	3,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	600 131	614 606	622 717	631 871	648 890	665 034	3,0	2,4	1,3	1,5	2,7	2,5

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 8
Indicateurs principaux des comptes économiques, Manitoba

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	26 941	28 165	29 453	30 695	31 708	32 761	2,8	4,5	4,6	4,2	3,3	3,3
Excédent d'exploitation brut	13 373	14 835	15 920	16 221	16 255	16 423	10,9	10,9	7,3	1,9	0,2	1,0
Excédent d'exploitation net : sociétés	7 225	8 300	8 906	8 757	8 341	8 029	22,2	14,9	7,3	-1,7	-4,8	-3,7
Consommation de capital fixe : sociétés	4 336	4 545	4 868	5 183	5 550	5 982	-2,2	4,8	7,1	6,5	7,1	7,8
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	1 812	1 990	2 146	2 281	2 364	2 412	5,7	9,8	7,9	6,3	3,6	2,0
Revenu mixte brut	6 945	7 253	7 785	8 184	8 312	8 891	5,0	4,4	7,3	5,1	1,6	7,0
Revenu mixte net	5 129	5 376	5 834	6 052	6 086	6 571	5,6	4,8	8,5	3,7	0,5	8,0
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	1 816	1 877	1 951	2 132	2 226	2 320	3,1	3,3	3,9	9,3	4,4	4,2
Impôts moins les subventions	6 004	5 914	6 592	7 223	7 580	7 775	1,8	-1,5	11,5	9,6	4,9	2,6
Revenu disponible des ménages	29 855	31 082	32 763	34 249	34 988	36 806	4,6	4,1	5,4	4,5	2,2	5,2
Taux d'épargne des ménages[1]	-0,2	0,2	1,9	1,2	-1,0	1,6	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	6,46	6,29	6,19	5,95	5,53	5,27	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	44 154	45 609	46 751	47 545	48 333	48 763	2,3	3,3	2,5	1,7	1,7	0,9
Dépenses de consommation finale des ménages	30 112	30 832	31 521	32 359	33 266	33 783	3,6	2,4	2,2	2,7	2,8	1,6
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	884	981	993	1 088	1 033	1 043	-3,7	11,0	1,2	9,6	-5,1	1,0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	13 175	13 799	14 234	14 124	14 084	14 009	-0,1	4,7	3,2	-0,8	-0,3	-0,5
Formation brute de capital fixe	11 565	11 443	12 063	12 145	12 613	13 059	16,2	-1,1	5,4	0,7	3,9	3,5
Formation brute de capital fixe des entreprises	8 787	8 765	9 196	9 524	10 210	10 443	14,8	-0,3	4,9	3,6	7,2	2,3
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	99	89	89	97	110	101	5,3	-10,1	0,0	9,0	13,4	-8,2
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	2 679	2 588	2 776	2 526	2 300	2 520	21,4	-3,4	7,3	-9,0	-8,9	9,6
Investissements en stocks	-467	-260	357	1 256	38	411	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	30 999	31 996	32 409	32 474	33 063	33 270	1,2	3,2	1,3	0,2	1,8	0,6
Importations de biens et services	33 624	34 919	36 212	36 661	36 344	36 528	4,9	3,9	3,7	1,2	-0,9	0,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	52 736	54 045	55 674	57 248	58 117	59 395	2,5	2,5	3,0	2,8	1,5	2,2

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 9
Indicateurs principaux des comptes économiques, Saskatchewan

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	24 655	27 037	29 080	30 595	31 803	32 442	5,1	9,7	7,6	5,2	3,9	2,0
Excédent d'exploitation brut	25 585	33 513	33 636	35 470	35 960	29 525	10,3	31,0	0,4	5,5	1,4	-17,9
Excédent d'exploitation net : sociétés	16 719	23 644	22 386	22 889	21 847	14 237	11,5	41,4	-5,3	2,2	-4,6	-34,8
Consommation de capital fixe : sociétés	7 319	8 194	9 476	10 733	12 181	13 284	8,8	12,0	15,6	13,3	13,5	9,1
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	1 547	1 675	1 774	1 848	1 932	2 004	5,0	8,3	5,9	4,2	4,5	3,7
Revenu mixte brut	7 742	8 491	8 736	9 921	9 059	10 064	2,5	9,7	2,9	13,6	-8,7	11,1
Revenu mixte net	5 656	6 364	6 562	7 582	6 602	7 461	2,8	12,5	3,1	15,6	-12,9	13,0
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	2 086	2 127	2 175	2 339	2 457	2 603	1,6	2,0	2,2	7,6	5,0	5,9
Impôts moins les subventions	5 308	5 702	6 426	7 227	7 347	7 404	-9,7	7,4	12,7	12,5	1,7	0,8
Revenu disponible des ménages	29 015	31 328	33 036	35 524	35 687	37 525	6,0	8,0	5,5	7,5	0,5	5,2
Taux d'épargne des ménages[1]	4,3	7,6	7,7	8,7	4,6	7,9	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	6,15	5,97	5,83	5,64	5,82	5,64	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	39 045	39 940	41 002	41 916	42 824	43 251	3,1	2,3	2,7	2,2	2,2	1,0
Dépenses de consommation finale des ménages	27 218	28 052	29 134	30 221	31 089	31 341	3,1	3,1	3,9	3,7	2,9	0,8
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	536	567	573	612	639	665	0,9	5,8	1,1	6,8	4,4	4,1
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	11 290	11 331	11 328	11 149	11 182	11 329	3,0	0,4	0,0	-1,6	0,3	1,3
Formation brute de capital fixe	16 792	18 438	20 122	21 730	22 515	18 696	16,6	9,8	9,1	8,0	3,6	-17,0
Formation brute de capital fixe des entreprises	14 552	16 258	18 047	19 696	20 371	16 489	16,5	11,7	11,0	9,1	3,4	-19,1
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	58	59	70	89	101	80	-13,4	1,7	18,6	27,1	13,5	-20,8
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	2 180	2 114	1 994	1 933	2 031	2 125	18,8	-3,0	-5,7	-3,1	5,1	4,6
Investissements en stocks	-1 049	14	-709	3 003	-419	-802	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	37 208	39 732	40 194	39 479	42 278	41 109	7,0	6,8	1,2	-1,8	7,1	-2,8
Importations de biens et services	38 369	41 802	43 360	45 145	44 888	40 283	8,9	8,9	3,7	4,1	-0,6	-10,3
Produit intérieur brut aux prix du marché	54 647	57 545	58 514	62 191	63 680	62 872	4,7	5,3	1,7	6,3	2,4	-1,3

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 10
Indicateurs principaux des comptes économiques, Alberta

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	126 134	136 255	149 336	160 883	171 313	170 147	2,7	8,0	9,6	7,7	6,5	-0,7
Excédent d'exploitation brut	101 854	117 935	115 700	131 287	148 776	101 540	24,0	15,8	-1,9	13,5	13,3	-31,7
Excédent d'exploitation net : sociétés	47 651	60 541	53 520	63 811	75 091	23 058	63,3	27,1	-11,6	19,2	17,7	-69,3
Consommation de capital fixe : sociétés	47 593	50 050	54 109	58 867	64 629	69 091	1,6	5,2	8,1	8,8	9,8	6,9
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	6 610	7 344	8 071	8 609	9 056	9 391	7,4	11,1	9,9	6,7	5,2	3,7
Revenu mixte brut	25 224	26 707	27 727	28 770	30 031	31 478	3,4	5,9	3,8	3,8	4,4	4,8
Revenu mixte net	18 493	19 805	20 587	20 853	21 649	22 659	4,0	7,1	3,9	1,3	3,8	4,7
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	6 731	6 901	7 140	7 917	8 382	8 819	1,5	2,5	3,5	10,9	5,9	5,2
Impôts moins les subventions	16 510	18 317	19 455	21 406	22 421	23 017	2,7	10,9	6,2	10,0	4,7	2,7
Revenu disponible des ménages	125 500	132 835	144 757	154 483	164 094	170 129	6,2	5,8	9,0	6,7	6,2	3,7
Taux d'épargne des ménages[1]	10,8	11,5	14,3	14,0	13,9	15,8	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	7,49	7,22	6,49	6,26	6,24	6,00	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	152 039	158 103	163 586	169 822	175 385	177 669	3,6	4,0	3,5	3,8	3,3	1,3
Dépenses de consommation finale des ménages	112 286	116 812	121 655	127 632	132 678	133 231	4,1	4,0	4,1	4,9	4,0	0,4
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 059	2 191	2 289	2 392	2 412	2 414	-1,4	6,4	4,5	4,5	0,8	0,1
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	37 652	39 060	39 675	39 969	40 558	42 160	2,5	3,7	1,6	0,7	1,5	3,9
Formation brute de capital fixe	82 587	91 590	101 887	113 008	115 689	95 002	23,2	10,9	11,2	10,9	2,4	-17,9
Formation brute de capital fixe des entreprises	71 321	80 693	90 952	102 850	106 769	84 466	25,1	13,1	12,7	13,1	3,8	-20,9
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	424	418	461	443	503	458	36,3	-1,4	10,3	-3,9	13,5	-8,9
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	10 763	10 438	10 479	9 815	8 595	10 100	12,3	-3,0	0,4	-6,3	-12,4	17,5
Investissements en stocks	287	1 213	267	2 086	1 579	-1 820	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	145 905	156 685	162 370	171 730	185 059	179 903	2,5	7,4	3,6	5,8	7,8	-2,8
Importations de biens et services	117 924	127 793	137 675	150 356	155 869	139 610	13,3	8,4	7,7	9,2	3,7	-10,4
Produit intérieur brut aux prix du marché	262 720	279 655	290 544	306 998	322 237	310 640	4,9	6,4	3,9	5,7	5,0	-3,6

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 11
Indicateurs principaux des comptes économiques, Colombie-Britannique

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	102 621	106 845	110 128	114 300	118 489	123 130	2,2	4,1	3,1	3,8	3,7	3,9
Excédent d'exploitation brut	45 534	51 238	50 606	51 647	55 988	57 272	8,7	12,5	-1,2	2,1	8,4	2,3
Excédent d'exploitation net : sociétés	20 992	25 450	23 422	23 263	26 356	26 222	21,4	21,2	-8,0	-0,7	13,3	-0,5
Consommation de capital fixe : sociétés	18 561	19 437	20 589	21 550	22 550	23 754	-1,2	4,7	5,9	4,7	4,6	5,3
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	5 981	6 351	6 595	6 834	7 082	7 296	2,8	6,2	3,8	3,6	3,6	3,0
Revenu mixte brut	33 617	34 883	36 639	38 191	40 030	42 539	5,6	3,8	5,0	4,2	4,8	6,3
Revenu mixte net	26 532	27 547	29 063	30 266	31 879	34 193	6,5	3,8	5,5	4,1	5,3	7,3
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	7 086	7 336	7 576	7 925	8 151	8 346	2,3	3,5	3,3	4,6	2,9	2,4
Impôts moins les subventions	23 208	23 709	23 943	24 913	26 218	26 964	5,5	2,2	1,0	4,1	5,2	2,8
Revenu disponible des ménages	124 166	128 434	133 728	141 356	146 029	154 919	4,9	3,4	4,1	5,7	3,3	6,1
Taux d'épargne des ménages[1]	-2,6	-2,8	-2,1	-0,2	-2,2	-1,0	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	9,07	8,99	8,55	8,30	7,76	7,21	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	167 714	171 479	174 894	178 467	182 788	188 308	2,9	2,2	2,0	2,0	2,4	3,0
Dépenses de consommation finale des ménages	126 856	129 684	132 395	135 843	140 821	145 201	3,8	2,2	2,1	2,6	3,7	3,1
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	3 047	3 218	3 261	3 412	3 355	3 412	-2,2	5,6	1,3	4,6	-1,7	1,7
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	37 830	38 601	39 264	39 276	38 762	39 853	0,7	2,0	1,7	0,0	-1,3	2,8
Formation brute de capital fixe	47 877	48 350	51 194	49 954	52 870	52 706	6,3	1,0	5,9	-2,4	5,8	-0,3
Formation brute de capital fixe des entreprises	39 308	41 525	43 692	43 036	45 633	45 236	6,2	5,6	5,2	-1,5	6,0	-0,9
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	235	242	274	363	350	352	-24,2	3,0	13,2	32,5	-3,6	0,6
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	8 300	6 600	7 237	6 595	6 931	7 148	7,6	-20,5	9,7	-8,9	5,1	3,1
Investissements en stocks	-1 002	788	500	244	1 039	784	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	78 782	82 371	84 861	88 241	90 891	93 429	8,0	4,6	3,0	4,0	3,0	2,8
Importations de biens et services	92 185	95 418	98 801	99 115	102 275	102 620	9,1	3,5	3,5	0,3	3,2	0,3
Produit intérieur brut aux prix du marché	200 324	206 360	211 427	216 716	223 852	231 299	2,7	3,0	2,5	2,5	3,3	3,3

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 12
Indicateurs principaux des comptes économiques, Yukon

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	1 203	1 327	1 389	1 390	1 399	1 413	10,8	10,3	4,7	0,1	0,6	1,0
Excédent d'exploitation brut	656	687	662	743	721	719	2,3	4,6	-3,7	12,3	-3,0	-0,3
Excédent d'exploitation net : sociétés	243	213	135	182	133	118	-2,8	-12,3	-36,6	34,8	-26,9	-11,3
Consommation de capital fixe : sociétés	250	296	332	362	384	395	8,2	18,4	12,2	9,0	6,1	2,9
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	163	178	195	199	204	206	1,8	8,8	9,5	2,3	2,5	1,0
Revenu mixte brut	317	342	362	379	401	408	7,4	7,9	5,8	4,5	5,9	1,8
Revenu mixte net	252	274	290	307	326	331	8,1	8,8	6,1	5,5	6,3	1,6
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	66	69	72	72	75	77	4,7	4,5	4,5	0,4	4,2	2,7
Impôts moins les subventions	131	135	136	142	162	160	7,4	3,1	0,7	4,4	14,1	-1,2
Revenu disponible des ménages	1 250	1 325	1 380	1 424	1 468	1 522	9,5	6,0	4,2	3,1	3,1	3,7
Taux d'épargne des ménages[1]	20,4	20,3	18,5	17,8	18,0	18,3	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	4,87	5,16	4,96	4,88	4,92	4,87	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	2 208	2 262	2 296	2 348	2 388	2 431	5,1	2,4	1,5	2,3	1,7	1,8
Dépenses de consommation finale des ménages	1 025	1 073	1 115	1 117	1 131	1 154	5,3	4,7	3,9	0,2	1,3	2,0
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	39	44	43	43	42	42	2,6	12,8	-2,3	0,0	-2,3	0,0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1 144	1 146	1 140	1 189	1 214	1 235	5,1	0,2	-0,5	4,3	2,1	1,7
Formation brute de capital fixe	872	1 047	855	764	673	635	40,2	20,1	-18,3	-10,6	-11,9	-5,6
Formation brute de capital fixe des entreprises	691	800	644	537	468	418	67,7	15,8	-19,5	-16,6	-12,8	-10,7
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	8	12	15	2	2	2	166,7	50,0	25,0	-86,7	0,0	0,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	171	234	196	221	199	212	-17,0	36,8	-16,2	12,8	-10,0	6,5
Investissements en stocks	34	10	65	21	35	1	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	627	672	830	889	879	771	-1,4	7,2	23,5	7,1	-1,1	-12,3
Importations de biens et services	1 537	1 686	1 641	1 595	1 551	1 562	21,2	9,7	-2,7	-2,8	-2,8	0,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	2 213	2 318	2 407	2 442	2 438	2 291	4,0	4,7	3,8	1,5	-0,2	-6,0

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 13
Indicateurs principaux des comptes économiques, Territoires du Nord-Ouest

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	2 045	2 154	2 216	2 289	2 367	2 472	4,2	5,3	2,9	3,3	3,4	4,4
Excédent d'exploitation brut	2 245	2 023	1 612	1 640	1 924	1 793	44,8	-9,9	-20,3	1,8	17,3	-6,8
Excédent d'exploitation net : sociétés	658	449	27	39	275	83	...	-31,8	-94,0	44,4	605,1	-69,8
Consommation de capital fixe : sociétés	1 399	1 367	1 368	1 376	1 404	1 443	-1,6	-2,3	0,1	0,6	2,0	2,8
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	188	207	217	225	245	267	7,1	10,0	4,9	3,8	8,9	9,0
Revenu mixte brut	299	318	330	335	338	351	2,7	6,3	3,6	1,6	0,9	3,8
Revenu mixte net	246	262	273	274	275	285	2,9	6,5	4,0	0,5	0,4	3,6
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	53	56	57	61	63	66	1,9	5,6	1,8	6,8	3,3	4,8
Impôts moins les subventions	218	228	233	218	217	215	6,9	4,6	2,2	-6,4	-0,5	-0,9
Revenu disponible des ménages	1 599	1 607	1 617	1 725	1 754	1 844	4,6	0,5	0,6	6,7	1,6	5,1
Taux d'épargne des ménages[1]	17,2	15,2	12,2	16,1	14,7	15,8	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	4,31	4,68	4,55	4,27	4,00	3,81	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	3 029	3 051	3 051	3 092	3 209	3 297	-0,1	0,7	0,0	1,3	3,8	2,7
Dépenses de consommation finale des ménages	1 314	1 334	1 349	1 372	1 392	1 418	1,9	1,5	1,1	1,7	1,5	1,9
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	48	50	49	46	50	50	-4,0	4,2	-2,0	-6,1	8,7	0,0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1 666	1 667	1 652	1 673	1 765	1 826	-1,4	0,1	-0,9	1,3	5,5	3,5
Formation brute de capital fixe	1 166	999	1 172	1 255	1 300	1 523	7,4	-14,3	17,3	7,1	3,6	17,2
Formation brute de capital fixe des entreprises	836	739	949	939	969	1 139	5,4	-11,6	28,4	-1,1	3,2	17,5
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	12	18	17	15	10	7	1100,0	50,0	-5,6	-11,8	-33,3	-30,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	319	243	206	301	320	377	9,2	-23,8	-15,2	46,1	6,3	17,8
Investissements en stocks	42	145	47	43	68	34	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	2 678	2 460	2 450	2 519	2 672	2 616	4,7	-8,1	-0,4	2,8	6,1	-2,1
Importations de biens et services	3 027	3 133	3 229	3 319	3 457	3 635	5,6	3,5	3,1	2,8	4,2	5,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	3 867	3 524	3 511	3 612	3 803	3 854	2,4	-8,9	-0,4	2,9	5,3	1,3

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 14
Indicateurs principaux des comptes économiques, Nunavut

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	1 094	1 201	1 261	1 300	1 373	1 426	11,4	9,8	5,0	3,1	5,6	3,9
Excédent d'exploitation brut	601	606	694	755	743	762	67,0	0,9	14,5	8,8	-1,6	2,6
Excédent d'exploitation net : sociétés	68	26	74	85	5	-38	...	-61,8	184,6	14,9	-94,1	...
Consommation de capital fixe : sociétés	416	455	489	533	591	640	9,2	9,4	7,5	9,0	10,9	8,3
Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	117	125	131	137	147	160	3,5	7,1	4,8	4,7	7,3	8,8
Revenu mixte brut	178	189	198	202	206	215	3,7	5,9	5,1	1,8	2,2	4,5
Revenu mixte net	141	149	156	161	162	168	2,4	5,4	5,1	3,0	0,9	3,8
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	37	40	42	41	44	47	8,8	8,1	5,0	-2,4	7,3	6,8
Impôts moins les subventions	37	37	42	42	57	53	48,0	0,0	13,5	0,0	35,7	-7,0
Revenu disponible des ménages	906	953	1 006	1 027	1 078	1 131	8,0	5,1	5,6	2,1	5,0	4,8
Taux d'épargne des ménages[1]	34,1	34,5	35,0	33,6	35,6	36,4	...	...	...	...	...	...
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	2,89	2,56	2,23	2,28	2,09	1,91	...	...	...	...	...	...
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	1 882	1 877	1 921	1 944	2 047	2 090	2,0	-0,3	2,3	1,2	5,3	2,1
Dépenses de consommation finale des ménages	605	625	644	662	673	687	4,3	3,3	3,0	2,8	1,7	2,1
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	41	45	47	45	42	40	-8,9	9,8	4,4	-4,3	-6,7	-4,8
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1 238	1 209	1 233	1 241	1 333	1 364	1,3	-2,3	2,0	0,6	7,4	2,3
Formation brute de capital fixe	838	986	787	1 067	846	844	10,8	17,7	-20,2	35,6	-20,7	-0,2
Formation brute de capital fixe des entreprises	604	743	640	877	594	612	19,6	23,0	-13,9	37,0	-32,3	3,0
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	2	1	1	2	1	0	-33,3	-50,0	0,0	100,0	-50,0	-100,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	232	241	142	182	249	230	-6,8	3,9	-41,1	28,2	36,8	-7,6
Investissements en stocks	-1	-5	37	45	84	-139	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	519	656	716	801	696	757	153,2	26,4	9,1	11,9	-13,1	8,8
Importations de biens et services	1 609	1 800	1 684	1 906	1 793	1 761	14,5	11,9	-6,4	13,2	-5,9	-1,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 656	1 745	1 784	1 969	1 936	1 961	17,7	5,4	2,2	10,4	-1,7	1,3

... n'ayant pas lieu de figurer
1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.